

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE
ET DU COMMERCE**
=====

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi
=====

**DIRECTION NATIONALE DES
INDUSTRIES (DNI)**

**CELLULE DE PLANIFICATION
ET DE STATISTIQUE (CPS)**

**CENTRE D'ANALYSE ET DE
FORMULATION DES POLITIQUES DE
DEVELOPPEMENT (CAFPD)**

RECENSEMENT DES UNITES INDUSTRIELLES 2003
RESULTATS 2001-2002

VOLUME 1 : RAPPORT D'ANALYSE

Table des matières

Introduction.....	3
Première partie : Cadre méthodologique.....	4
1 Contexte et justification.....	4
2 Objectifs.....	5
3 Méthodologie.....	5
3.1 Champ d'observation.....	5
3.2 Elaboration des instruments de collecte.....	6
3.3 Formation des enquêteurs.....	6
3.4 Manuel de l'enquêteur.....	7
3.5 Déroulement du recensement sur le terrain.....	8
3.6 Sensibilisation.....	8
3.7 Exploitation et analyse des données.....	9
3.8 Problèmes rencontrés et solutions apportées.....	9
Deuxième partie :Résultats.....	11
2.1 Caractéristiques du secteur industriel.....	11
2.2 Emploi et Main d'œuvre.....	17
2.3 Capital et Investissement.....	19
2.4 Contribution du secteur industriel dans l'économie.....	32
2.5 Synthèse des principaux résultats.....	41
Conclusions et Recommandations.....	42
Annexes	44

INTRODUCTION

Le présent rapport est relatif aux résultats du recensement industriel réalisé par la Direction Nationale des Industries et la Cellule de Planification et de Statistique du Ministère de l'Industrie et du Commerce.

Ce recensement qui a couvert 2001 et 2002 a été réalisé dans le cadre d'un partenariat conclu avec le Centre d'Analyse et de Formulation de Politiques de Développement (CAFPD). Il a bénéficié de l'appui technique de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique. Il a été financé à partir de la contribution nationale et de celle du CAFPD.

Ce partenariat a regroupé, autour des services du Ministère de l'Industrie et du Commerce et du CAFPD, la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI), la Direction Nationale des Impôts, la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC), l'Observatoire de l'Emploi et de la Formation (OEF), le Centre National de Promotion des Investissements (CNPI), la Direction Nationale de la BCEAO, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM), le Conseil National du Patronat Malien (CNPM).

L'objectif principal du recensement industriel était le dénombrement exhaustif des entreprises industrielles existantes au Mali tout en prenant en compte les besoins d'information industrielle exprimés par l'ensemble des acteurs économiques.

Aussi, le recensement industriel a-t-il permis de recueillir des informations d'ordre économique, financier, comptable, commercial, juridique et social sur les entreprises industrielles identifiées et de mettre à jour les données jusqu'alors disponibles.

Le présent rapport est composé de deux parties :

- une première partie relative au cadre méthodologique qui comprend les objectifs, la méthodologie utilisée ainsi que les opérations de réalisation du recensement ;
- une deuxième partie ayant trait à la présentation des résultats conformément au plan d'analyse. Cette partie comporte les caractéristiques du parc industriel, l'emploi industriel, le capital et l'investissement, la contribution de l'industrie à l'économie et la synthèse des principaux résultats.

Pour des raisons de comparaison des données de notre secteur industriel à celles des autres pays de la sous région, la Nomenclature d'Activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA) a été adoptée pour la sortie des tableaux.

PREMIERE PARTIE : CADRE METHODOLOGIQUE

1. Contexte et Justification

A l'orée du 3^{ème} millénaire, force est de reconnaître que l'industrialisation du Mali reste dans sa phase embryonnaire selon les données de la comptabilité nationale. L'industrie contribue pour moins de 15 % au Produit Intérieur Brut (PIB) et fournit actuellement du travail à moins de 15000 personnes.

Elle se caractérise par une concentration de plus de 60 % des unités industrielles dans le District de Bamako et ses environs, et de plus de 70 % des unités dans les activités agroalimentaires. La CMDT constitue le pilier industriel du Mali en fournissant plus de 50 % de la valeur ajoutée industrielle et de l'emploi industriel. Les dix plus grosses entreprises industrielles produisent plus de 90 % de la valeur ajoutée industrielle.

Malgré le désengagement de l'Etat des activités de production marchande, les plus grosses entreprises restent mixtes. L'émergence d'opérateurs privés industriels est devenue effective à partir des années 1970 avec la création des Etablissements Sada DIALLO. Le nombre d'industriels privés maliens augmente rapidement. Cependant, ceux-ci prédominent dans des activités où les investissements sont de faible niveau.

Face à cette situation, le Ministère de l'Industrie et du Commerce a élaboré une politique d'industrialisation basée sur les produits pour lesquels le Mali a des avantages comparatifs élevés. La politique industrielle vise essentiellement à promouvoir et à déconcentrer géographiquement l'activité industrielle en accordant des avantages fiscaux. Elle s'efforce également de favoriser la transformation des produits locaux. Toutefois, la connaissance du secteur industriel est plutôt vague.

Au Mali, les statistiques industrielles émanent de la DNI et de la DNSI. La DNI a déjà réalisé quatre recensements depuis 1982. Le dernier recensement date de 2000. La DNSI calcule un indice de la production industrielle et calcule chaque année la valeur ajoutée industrielle annuelle.

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce, avec la création d'une Cellule de Planification et de Statistique veut mettre en place un système d'information cohérent et opérationnel de collecte de données industrielles (recensement, enquêtes, collecte indirecte), afin de satisfaire le plus grand nombre de demandeurs d'information.

Le système d'information va connaître une réorganisation basée essentiellement sur la création de bases de données pour le suivi correct et régulier des unités industrielles. Le recensement industriel de 2003 qui permettra de faire la situation exacte du nombre d'unités industrielles servira de support pour la constitution de cette base de données informatique.

2- Objectifs

D'une façon générale, le recensement vise à collecter les informations sur les entreprises et les établissements industriels en vue d'une meilleure gestion de notre tissu industriel. Plus spécifiquement il s'agit de collecter les données sur :

- les caractéristiques du parc industriel ;
- l'emploi industriel ;
- la contribution de l'activité industrielle à l'économie ;
- les chiffres d'affaires ;
- les établissements industriels.

3. Méthodologie

Pour atteindre les objectifs précités, la méthodologie suivante a été adoptée :

- la définition du champ d'observation ;
- l'élaboration, l'examen et l'adoption du questionnaire ;
- la formation des enquêteurs ;
- la conception d'un manuel de l'enquêteur ;
- la sensibilisation ;
- les visites de terrain ;
- la saisie, le traitement et l'analyse des données.

3.1. Champ d'observation

Le recensement concerne toutes les entreprises industrielles et tous les établissements (unités industrielles de fabrication) industriels installés à l'intérieur des frontières géographiques nationales. Pour mieux cibler ces unités statistiques, les définitions des concepts suivants nous ont guidé tout au long de cette opération d'envergure nationale :

- une entreprise est une entité dotée d'une autonomie d'organisation et de décision dans l'affectation des ressources à leur activité de production et exerçant une ou plusieurs activités dans un ou plusieurs lieux ;
- l'entreprise peut exercer son activité dans un ou plusieurs lieux (usine, bureau, magasin, etc.) topographiquement distincts et identifiés dans lesquels travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même entreprise. Ces unités sont appelées établissements et ne peuvent être exploitées que par la seule entreprise ;
- une entreprise industrielle est une entreprise ou un établissement dotée de machines, d'équipements, de matériels, capables d'assurer des transformations physico-chimiques requises des matières premières ou de ressources naturelles du sol ou du sous-sol.

Les unités industrielles visitées dans le cadre du recensement sont répertoriées en recoupant plusieurs sources de données : à partir de la liste des projets agréés au Code des Investissements, depuis 1990 et du répertoire des entreprises et des produits industriels (2^{ème} édition 1994), base du recensement de 2000, de la situation des unités industrielles à la DNI (entreprises fermées, nouvelles créations).

C'est sur cette base, que nous avons élaboré au préalable une liste indicative d'unités industrielles.

Le parc industriel compte 340 entreprises industrielles dont 243 enquêtées et 97 fermées ou à l'arrêt au moment du recensement.

3.2- Elaboration des instruments de collecte :

Un seul questionnaire est conçu : il permet à la fois de recueillir les informations sur l'entreprise et sur les établissements.

Il comprend les volets :

- identification de l'entreprise ;
- branches d'activité de l'entreprise ;
- financements et investissements en 2001 et 2002 ;
- chiffre d'affaires global de l'entreprise en 2001 et 2002 ;
- valeur ajoutée et sa répartition ;
- consommations intermédiaires de l'entreprise en 2001 et 2002 ;
- emploi dans l'entreprise en 2001 et 2002 ;
- coût d'achat des matières premières en 2001 et 2002 ;
- situation de la Production de l'entreprise en 2001 et 2002
- difficultés de l'entreprise ;
- adhésion à la démarche qualité ;
- les informations sur les établissements à savoir l'identification de l'établissement, l'activité principale, la branche d'activité et le nombre d'emplois.

3.3- Formation des enquêteurs

3.3.1- Critères de sélection des superviseurs/enquêteurs

3.3.1.1- Critères de sélection des enquêteurs

- être disponible pendant toute la durée de l'enquête ;
- parler la langue des aires de l'enquête ;
- être capable de travailler en équipe ;
- avoir une expérience dans les enquêtes ou être d'un niveau supérieur.

3.3.1.2- Critères de sélection des superviseurs

- avoir une expérience dans la supervision des enquêtes;
- être de niveau supérieur;
- être disponible pendant toute la durée de l'enquête;
- parler la langue des aires de couverture de l'enquête;
- se familiariser avec les concepts de l'économie d'entreprise est un atout;
- être capable de conduire une équipe.

3-3-2- Formation des enquêteurs

La formation regroupe les superviseurs et les enquêteurs. La méthodologie suivante a été observée :

- présentation des objectifs et de la méthodologie du recensement ;
- brève présentation de la comptabilité d'entreprise en rapport avec les éléments du questionnaire du recensement ;
- présentation du questionnaire ;
- travaux de groupe ;
- synthèse des travaux de groupe en plénière ;
- pré-test et Correction.

Au cours des travaux de groupe, les formateurs ont donné des éclaircissements sur les difficultés rencontrées au sein de chaque groupe. Cette approche a l'avantage d'apporter les amendements nécessaires au questionnaire.

La formation est complétée par l'exposé du manuel de l'enquêteur.

Pour parachever leur formation théorique et tester le questionnaire, un pré-test a été réalisé dans six unités industrielles de Bamako mais de taille différente pour tenir compte des spécificités des unités régionales et locales.

Les objectifs du pré-test étaient de :

- vérifier la qualité des questions et la qualité de l'information obtenue ;
- vérifier l'adéquation et la clarté, tant pour les enquêteurs que pour les enquêtés, de la terminologie utilisée dans les questions ;
- vérifier l'utilité des instructions données pour chaque question ;
- vérifier la meilleure façon d'organiser les tâches de l'équipe.

3. 4- Manuel de l'enquêteur

Un guide de l'enquêteur est élaboré pour définir tous les termes utilisés dans le questionnaire. Ce guide joint aux questionnaires renferme les informations nécessaires pour les utilisateurs afin de leur faire comprendre l'importance de la collecte ainsi que les procédures ou explications et les démarches à effectuer.

Le manuel est un document précieux tant pour le superviseur que pour l'enquêteur. Il sert de document de formation continue pour les agents de terrain.

Le manuel comprend cinq parties :

- une première partie consacrée aux conduites à tenir pour mener de bonnes interviews ;
- une deuxième partie relative à la définition de certains concepts comme l'unité industrielle ;
- une troisième partie consacrée au mode de remplissage du questionnaire ;
- une quatrième partie définit le rôle des superviseurs et des agents enquêteurs.

3.5- Déroulement du Recensement sur le terrain

Après la formation, un calendrier de visite sur le terrain est établi ainsi que la répartition des agents entre les différentes unités industrielles.

Sur la base du nombre d'entreprises et du délai fixé pour la collecte sur le terrain (16 jours), du temps de remplissage des questionnaires déterminé au moment du Pré-test, le nombre d'enquêteurs a été de 26 répartis entre les cinq (05) premières régions et le District de Bamako comme suit :

Tableau : Répartition des enquêteurs selon la région

Régions	Nombre d'enquêteurs
Kayes	2
Koulikoro	2
Sikasso	3
Ségou	2
Mopti	1
Bamako	16
Ensemble	26

Pour les trois autres régions (Tombouctou, Gao et Kidal) qui ne disposent pas d'unités industrielles sur la base de la liste préétablie, les questionnaires ont été envoyés sur le terrain par le canal des Directions régionales du Commerce et de la concurrence (DRCC). Une seule boulangerie située à Gao a rempli le questionnaire.

Sur le terrain, les superviseurs s'assuraient du bon déroulement de l'enquête et vérifiaient au jour le jour les questionnaires.

3.6- Sensibilisation :

Dans le cadre de la sensibilisation :

- une lettre circulaire a été adressée à toutes les unités industrielles ;
- un texte a été lu, en français, à la télévision pendant plus d'une semaine ;
- des textes en français et en bamana ont été passés sur les antennes de l'ORTM ;
- des insertions ont eu lieu dans la presse écrite.

3.7- Exploitation et analyse des données

Quatre phases sont à distinguer :

- **la vérification :**

Il s'agit d'un contrôle de l'échantillon par rapport aux fiches de terrain et un contrôle sommaire de la cohérence des données. Les questionnaires sont remis à la CPS après vérification des superviseurs et des chercheurs ;

- **la codification des questions ouvertes :**

Elle concerne les réponses non codifiées avant l'enquête ;

- **la saisie et édition des données :**

Le saisie s'est effectuée sur Epi-Info sous la supervision du Chef de la Division Statistique et Documentation de la CPS. L'analyse des données est faite sur SPSS ;

- **la tabulation :**

Les programmes destinés à fournir des tableaux de base nécessaires à l'élaboration du rapport préliminaire et du rapport final sont développés et exploités.

3.8 Problèmes rencontrés et solutions apportées

3.8.1 Evaluation de la liste établie au départ

Sur le terrain, l'équipe d'enquête notamment dans le District de Bamako, s'est rendue compte que la liste préétablie était à mettre à jour :

- de nombreuses entreprises sur la liste de base n'étaient plus en activité. Les questionnaires correspondants à ces unités ont porté la mention soit « fermée » soit « arrêtée ». Des efforts ont été fournis pour avoir l'année de fermeture ou d'arrêt ;
- certaines entreprises n'ont pas été retrouvées ;
- quelques entreprises ont refusé de répondre au questionnaire ou ont pris du retard pour le remplissage du questionnaire ; ralentissant ainsi l'exploitation et l'analyse des données, malgré les efforts des superviseurs et l'appui de la DNI ;
- Les adresses fournies sur la liste des entreprises n'étaient pas toujours exactes.

L'apport des superviseurs qui étaient des agents de la DNI, de la DNSI et de la Chambre de commerce a été très salutaire dans la mesure où ils aidaient les enquêteurs à retrouver les entreprises sur le terrain. Aussi, le fait de prendre un nombre élevé d'enquêteurs a beaucoup contribué à identifier les entreprises.

3.8.2 Evaluation de la qualité des données

Les questionnaires ne sont pas toujours bien remplis. Les grandes unités industrielles, notamment celles implantées à Bamako ont relativement bien rempli les questionnaires à l'aide des documents comptables. A l'opposé, certaines unités en occurrence les boulangeries qui ne disposent pas de documents comptables ont fourni les informations sur la base des déclarations. Toutefois les agents recenseurs les assistaient afin de pouvoir recueillir la vraie réponse.

Les informations n'ont pas été toujours exhaustives. Les coûts des matières premières, les valeurs ajoutées, les détails des produits fabriqués ou vendus, le nombre d'emplois n'ont pas été toujours donnés en totalité. Des tests de cohérence établis ont permis de compléter et de corriger les données recueillies. Notons que les enquêteurs ont rencontré moins de problèmes dans les régions et dans les grandes unités industrielles de Bamako

DEUXIEME PARTIE : RESULTATS

2.1 Caractéristiques du secteur industriel

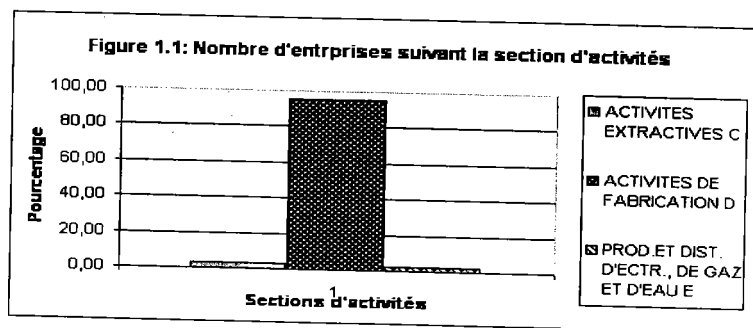
2.1-1 Branches d'activités

Selon la Nomenclature d'activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA), l'activité industrielle au Mali peut être classée en trois sections : la section Activités extractives C, la section Activités de fabrication D et enfin la section Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau E.

Au Mali, l'activité industrielle la plus répandue est la fabrication. Sur les 243 entreprises industrielles recensées, 231 soit 95,06 % s'adonnent à la fabrication (tableau 1.1a).

Tableau 1.1a : Répartition des entreprises selon la branche d'activité

Section	Effectif	%
ACTIVITES EXTRACTIVES C	7	2.88
ACTIVITES DE FABRICATION D	231	95.06
PROD. ET DIST. D'ELECTR., DE GAZ ET D'EAU E	5	2.06
TOTAL	243	100,00



Les entreprises de fabrication se rencontrent plus dans les branches d'activités suivantes (tableau 1.1b) :

- fabrication de produits alimentaires : 46,8 % ;
- édition, imprimerie et reproduction d'enregistrements : 15,2 % ;
- fabrication d'ouvrages métalliques : 8,7 % ;
- fabrication de produits chimiques : 6,9 % ;
- fabrication de meubles : 6,1 %.

Au total, ces cinq types d'activités occupent 84 % des entreprises de fabrication.

Tableau 1.1b : Répartition des entreprises selon la sous branche des activités de fabrication

Sous branches des activités de fabrication	Effectif	%
FABRICATION DE PDTS ALIMENT. ET DE BOISSONS	108	46,75
FABRICATION DE PDTS A BASE DE TABAC	1	0,43
FABRICATION DE TEXTILES	4	1,73
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	1	0,43
TL DU CUIR, FAB.D'ART.DE VOYAGE, DE CHAUSS.	2	0,87
TL DU BOIS ET FAB. D'ART.EN BOIS OU DE VAN.	2	0,87
FAB. DE PAP., DE CART.,D'ART. EN PAP. OU CART	1	0,43
EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUCT. D'ENREG.	35	15,15
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	16	6,93
FAB. PRODUITS EN CAOUCHEUX OU MAT. PLASTIQ.	7	3,03
FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST.	7	3,03
METALLURGIE; FONDERIE	2	0,87
FAB. D'OUVRAGES EN METAUX: TL DES METAUX	20	8,66
FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A.	5	2,16
FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES	4	1,73
FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT	2	0,87
FAB.DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB.N.C.A.	14	6,06
TOTAL	231	100,00

a) Fabrication de produits alimentaires :

On constate que 49,1% des industries travaillant dans la production alimentaire sont des entreprises individuelles. Par contre, dans la même branche 23,1% et 15,7% des industries sont respectivement des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés anonymes (**annexes, tableau 1.1**) .

Selon le régime de propriété, on observe que 45,9 % des industries privées sont dans la fabrication de produits alimentaires et de boisson (**annexes, tableau 1.2**).

Les industriels nationaux opèrent surtout dans les branches :

- fabrication des produits alimentaires et de boissons: 49,2 % (**annexes, tableau 1.3**);
- édition, imprimerie et reproduction d'enregistrement: 18,4 %.

En 2001 et 2002, plus de 60 % des entreprises exerçant dans la fabrication de produits alimentaires et de boisson ont un chiffre d'affaire de moins de 500 millions de francs CFA (**annexes, tableau 1.4a et 1.4b**).

b) La branche de l'édition- imprimerie :

Cette activité est dominée par les entreprises individuelles qui représentent 45,7 % des acteurs industriels. Elle absorbe 14,7 % des entreprises industrielles à responsabilité limitée. Elle est dominée par les entreprises privées : 94,4% des entreprises de cette branche sont privées. Toutes ces entreprises appartiennent à des nationaux (**annexes, tableaux 1.1, 1.2, 1.3**) .

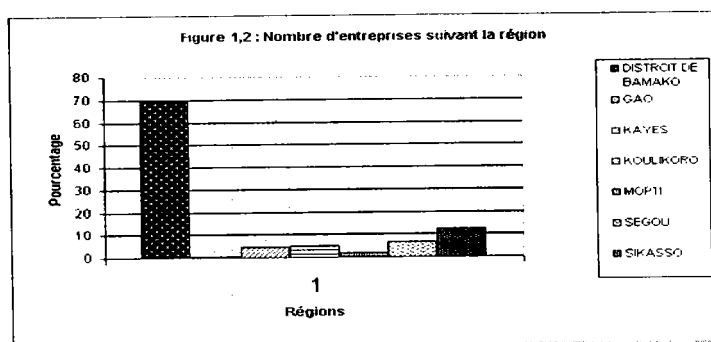
En 2002, 74,3 % des entreprises de l'édition- imprimerie ont réalisé moins de 500 millions de francs CFA de chiffre d'affaires. Pourtant 17,8 % des industries de cette classe de chiffre d'affaires sont dans l'édition imprimerie (**annexes, tableau 1.4b**).

2.1.2 Répartition Spatiale

En classant les entreprises selon le critère de résidence du siège, on constate que le District de Bamako regroupe 69,6 % du parc industriel du MALI ; soit 169 des 243 entreprises enquêtées. La région de Sikasso vient en deuxième position avec 12,4%.

Tableau 1.2 : Répartition des entreprises industrielles selon la région administrative d'installation du siège.

Régions	Effectif	%
KAYES	11	4,53
KOULIKORO	12	4,94
SIKASSO	30	12,35
SEGOU	16	6,57
MOPTI	4	1,65
GAO	1	0,41
DISTRICT DE BAMAKO	169	69,55
TOTAL	243	100,00



2.1.3 Statut juridique de l'entreprise :

Les industries installées au Mali se rencontrent en général sous 3 statuts :

- les entreprises individuelles représentent 35,4 % de l'ensemble ;
- les sociétés anonymes, 23,9 % ;
- les sociétés à responsabilité limitée pèsent 28 % dans l'effectif total des industries.

Ces 3 statuts regroupent 87 % des entreprises industrielles du Mali.

Tableau 1.3 : Répartition des entreprises selon le statut juridique

Statut	Effectif	%
Société anonyme	58	23,87
Société anonyme unipersonnelle	8	3,29
Société à Responsabilité limitée	68	27,98
Société à Responsabilité limitée unipersonnelle	4	1,65
Groupement d'Intérêt économique	6	2,47
Entreprise Individuelle	86	35,39
Autres statuts	12	4,94
Non déclaré	1	0,41
TOTAL	243	100,00

2.1.4 Régime de propriété et nationalité des propriétaires

Suivant le régime de propriété et la nationalité, il apparaît que les entreprises privées (91,4 % de l'effectif total) et celles qui appartiennent à des nationaux (79,4 %) de l'ensemble du parc industriel sont les plus nombreuses. Toutefois l'effectif des entreprises détenues par des nationaux associés à des étrangers n'est pas négligeable : 12,9 % de l'effectif total.

Tableau 1.4a : Répartition des entreprises selon le régime de propriété

Régime de propriété	Effectif	%
Régime privé	222	91,36
Régime public	8	3,29
Régime mixte	13	5,35
TOTAL	243	100,00

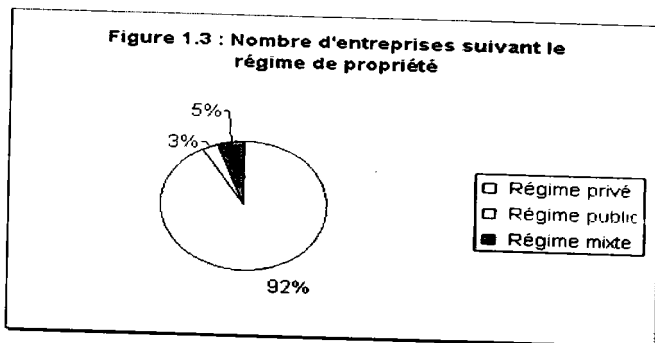
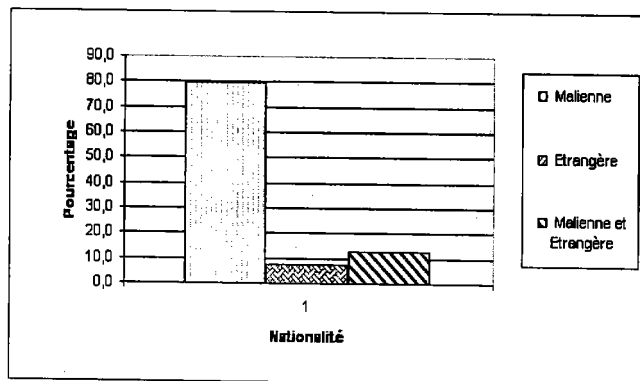


Tableau 1.4b : Répartition des entreprises selon la nationalité des propriétaires

Nationalité des propriétaires	Effectif	%
Malienne	185	79,4
Etrangère	18	7,7
Malienne et Etrangère	30	12,9
TOTAL	233	100,0

Figure 1-4 : Nombre d'entreprises suivant la nationalité

2.1.5 Taille des entreprises

La taille est définie par le nombre d'emplois permanents. Sur les 192 et 203 entreprises ayant déclaré le nombre d'emplois permanents, respectivement en 2001 et 2002, 82 % environ ont une taille inférieure à 50 employés permanents, 95 % ont une taille inférieure à 200 employés contre environ 5 % de taille égale ou supérieure à 200 travailleurs permanents.

Tableau 1.5 : Répartition des entreprises industrielles selon la taille des entreprises

Taille des entreprises	2001		2002	
	Effectif	%	Effectif	%
Moins de 5 employés	34	17,71	41	20,20
5 - 9 employés	35	18,23	38	18,72
10 - 49 employés	88	45,83	88	43,35
50 - 99 employés	16	8,33	17	8,37
100 - 199 employés	9	4,69	10	4,93
200 et plus	10	5,21	9	4,43
TOTAL	192	100,00	203	100,00

Les entreprises de taille inférieure ou égale à 50 travailleurs permanents interviennent essentiellement dans la production alimentaire : elles représentent plus de 40 % en 2001 et 2002.

Les entreprises de taille comprise entre 10 et 50 employés, se comptent parmi les entreprises alimentaires : 37,5 % en 2001 et environ 40 % en 2002 (**annexes, tableaux 1.5a et 1.5b**).

2.1.6 Age des entreprises

L'âge des entreprises est déterminé à partir de l'année du recensement 2003 et l'année de création de l'entreprise.

Le tableau 1.6 révèle que :

- plus du tiers (34,6 %) des entreprises ont moins de 5 ans ;
- plus de deux entreprises sur cinq (43,9%) sont âgées de 5 à 14 ans ;
- 78,5 % des entreprises n'ont pas encore 15 ans en 2003 ;
- 90,7 % du parc industriel a moins de 25 ans d'existence ;
- seulement trois entreprises ont plus de 45 ans.

Tableau 1.6 : Répartition des entreprises selon l'âge

Groupes d'âge	Effectif	%
moins de 5 ans	82	34,60
05 – 14	104	43,87
15 – 24	29	12,24
25 – 34	13	5,49
35 – 44	6	2,53
45 et plus	3	1,27
Total	237	100,00

Près de 60 % (59,8 %) des industries de « moins de 5 ans » sont dans la fabrication des produits alimentaires (**annexes, tableau 1.6a**) .

Les entreprises âgées de moins de 5 ans se rencontrent généralement sous forme de :

- société anonyme : 12,2 % ;
- société à responsabilité limitée : 36,6 % ;
- entreprise industrielle : 40,2 % (**annexes, tableau 1.6b**).

Ces trois types de sociétés concernent 89 % des entreprises âgées de moins de 5 ans. Il faut noter que toutes les entreprises ayant 45 ans ou plus sont des sociétés anonymes.

En tenant compte du régime de propriété de l'entreprise on constate que :

- 35,6% des entreprises privées n'ont pas encore 5 ans d'existence en 2003 (**annexes, tableau 1.6c**) ;
- 80,6% ont moins de 15 ans ;
- 90,5% ont moins de 25 ans.

En 2003, 91,4 % des entreprises détenues par des nationaux ont moins de 25 ans. Ce pourcentage est de 77,8% pour les entreprises détenues par les étrangers, de 80 % pour les entreprises appartenant à des nationaux associés à des étrangers (**annexes, tableau 1.6d**).

2.2 Emploi et Main d'œuvre

Pour cerner l'emploi industriel, il a été demandé aux entreprises, pour les exercices 2001 et 2002, le nombre d'emplois selon le sexe, la catégorie professionnelle (production ou administration) et le type d'emploi (permanent ou temporaire) .

2.2.1 Répartition des emplois permanents suivant la Branche d'activités

Au total 22166 emplois sont dénombrés en 2001 contre 21485 en 2002 avec respectivement 13926 et 13127 emplois permanents (**annexes, tableau 2.1a**). Les emplois permanents représentent plus de 60 % des emplois : 62,8 % en 2001 contre 61 % en 2002. Ils connaissent une baisse entre 2001 et 2002.

Cette baisse de l'emploi permanent (5,7 %) entre 2001 et 2002 est due à celle enregistrée dans la branche Activités extractives (79 %). Cette baisse de l'emploi permanent dans la branche activités extractives s'explique aussi par le fait que le nombre d'emploi permanent dans la société des mines d'or de SYAMA a baissé de 98 % (884 en 2001 contre 16 en 2002). Ceci est bien illustré par la baisse des frais de personnel de la dite société passant de 2,4 milliards de francs CFA en 2001 à 411 millions de francs CFA en 2002, soit une baisse de 83 %.

En effet, la société des mines d'or de SYAMA était à l'arrêt en fin 2001. La majorité des employés ont été licenciés avec tous leurs droits et la minorité, c'est à dire les 16 employés retenus en 2002 s'occupaient des travaux d'entretien, de maintenance et de réhabilitation.

Tableau 2.1 : Répartition des emplois permanents selon la branche d'activité

BRANCHE D'ACTIVITES	EFFECTIF 2001	%	EFFECTIF 2002	%
ACTIVITES EXTRACTIVES C	1081	7,8	230	1,8
ACTIVITES DE FABRICATION D	11243	80,7	11375	86,6
PROD.ET DIST. D'ELECTR.. DE GAZ ET D'EAU E	1602	11,5	1522	11,6
TOTAL	13926	100,0	13127	100,0

La section Activités de fabrication est la branche d'activité qui emploie le maximum de personnes : elle représente à elle seule près de 90% des emplois en 2002.

Comme on pouvait s'attendre, avec la nature des emplois, les femmes sont peu représentées avec 1042 à 1097 emplois féminins en 2001 et 2002 soit 7,5 % et 8,4 % des emplois permanents (**annexes, tableaux 2.1a et 2.1b**).

2.2.2 Répartition des emplois permanents suivant la nationalité des propriétaires

Les entreprises de propriétaires maliens occupent 36,7 % des emplois en 2002 contre environ le tiers (32,5 %) en 2001. Les entreprises détenues par les étrangers ne représentent

qu'environ 4 %. Les nationaux qui sont associés aux étrangers représentent 63 % en 2001 contre 59 % en 2002. De 2001 à 2002, on constate une progression de la part des emplois dans les entreprises détenues par les nationaux.

Tableau 2.2 : Répartition des emplois permanents selon la nationalité des propriétaires de l'entreprise

NATIONALITE DES PROPRIETAIRES	EFFECTIF 2001	%	EFFECTIF 2002	%
MALIENNE	4339	32,50	4600	36,70
ETRANGERE	559	4,20	575	4,60
MALIENNE ET ETRANGERE	8432	63,30	7357	58,70
TOTAL	13330	100,00	12532	100,00

2.2.3 Répartition des emplois permanents suivant le régime de propriété et le Statut juridique

Les entreprises à régime mixte emploient environ 62 % des emplois en 2001 contre 57 % en 2002. La part des huit entreprises du secteur public est très faible : moins de 5 % en 2001 et seulement 3 % en 2002.

Tableau 2.3a : Répartition des emplois permanents selon le régime de propriété

REGIME DE PROPRIETE	EFFECTIF 2001	%	EFFECTIF 2002	%
REGIME PRIVE	4632	33,50	5174	39,70
REGIME PUBLIC	653	4,70	419	3,20
REGIME MIXTE	8548	61,80	7441	57,10
TOTAL	13833	100,00	13034	100,00

Plus de 80 % des emplois sont fournis par les entreprises à statut de société anonyme. La part des emplois des entreprises de statut de groupement d'intérêt économique n'avoisine pas les 1 %.

Tableau 2.3b : Répartition des emplois permanents selon le statut juridique

STATUT JURIDIQUE	EFFECTIF 2002	%	EFFECTIF 2001	%
SOCIETE ANONYME	10306	81,75	11027	83,72
SOCIETE ANONYME UNIPERSONNELLE	31	0,25	29	0,22
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE	1425	11,30	1267	9,62
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE UNIPERSONNELLE	150	1,19	139	1,06
GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE	31	0,25	46	0,35
ENTREPRISE INDIVIDUELLE	664	5,27	664	5,04
TOTAL	12607	100,00	13172	100,00

2.3 Capital et Investissement

Les données relatives à cette partie concernent :

- pour les dettes contractées, 111 entreprises en 2001 contre 118 en 2002 sur 243 entreprises enquêtées ;
- pour l'investissement réalisé, 148 en 2001 contre 154 en 2002 sur 243 entreprises enquêtées.

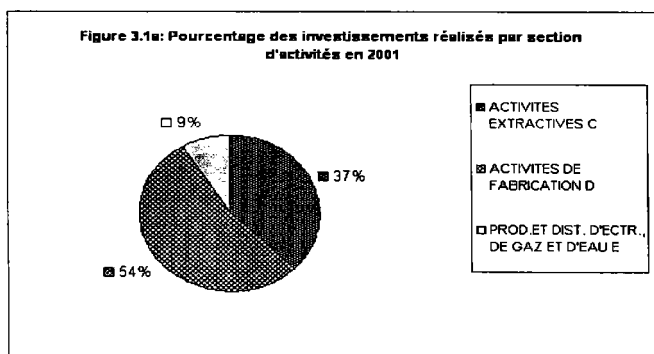
2.3.1 Investissements industriels réalisés et branches d'activités

En 2001 et 2002, les investissements industriels réalisés ont été effectués dans les sections Activités de Fabrication D (54 % et 47 %) et Activités Extractives C (activités de minerais métalliques (37,4 % et 41 %)) (tableaux 3.1a et 3.1b).

Selon la structure des investissements réalisés, la section Activités de fabrication a investi dans les immobilisations corporelles 89 % en 2001 et 90 % en 2002. La section Activités Extractives, a investi respectivement 83 % et 79 % des fonds dans les immobilisations corporelles.

Tableau 3.1a : Répartition des investissements industriels réalisés en 2001 selon la branche d'activités (en milliers de f cfa)

Section	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Immobilisations Financières	Investissements Réalisés	% du total des investiss.
ACTIVITES EXTRACTIVES C	12 031 307	57 041 459	0	69 072 766	37,43
en %	17,42	82,58	0,00	100,00	
ACTIVITES DE FABRICATION D	704 748	88 571 470	9 658 051	98 934 269	53,61
en %	0,71	89,53	9,76	100,00	
PROD.ET DIST. D'ECTR., DE GAZ ET D'EAU E	1 941 970	14 498 210	108 159	16 548 340	8,96
en %	11,74	87,61	0,65	100,00	
Total	14 678 025	160 111 139	9 766 210	184 555 374	100,00

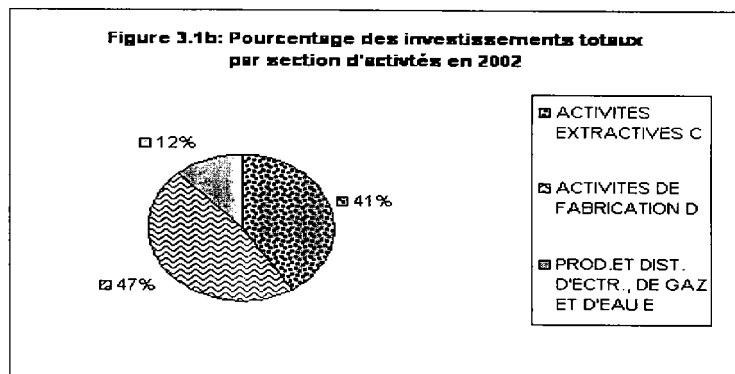


En 2001, des immobilisations incorporelles ont été réalisées dans les activités extractives pour 17,4 % contre 21 % en 2002.

Aussi, en 2001 et 2002, les immobilisations financières (9,8 % et 8,5 %) ont été réalisées dans la section Activités de Fabrication. Elles sont quasi absentes dans les Activités Extractives (tableau 3.1b).

Tableau 3.1b : Répartition des investissements industriels réalisés en 2002 selon la branche d'activités (en milliers de f.cfa)

Section	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Investissements réalisés	% du total des investissements
ACTIVITES EXTRACTIVES C en %	14 430 332 20,91	54 569 284 79,07	12 058 0,02	69 011 674 100,00	40,84
ACTIVITES DE FABRICATION D en %	1 119 797 1,40	71 918 444 90,13	6 751 553 8,47	79 789 794 100,00	47,22
PROD. ET DIST. D'ELECTR., DE GAZ ET D'EAU E en %	307 225 1,53	19 385 628 96,07	484 920 2,40	20 177 773 100,00	11,94
Total	15 857 354	145 873 356	7 248 531	168 979 241	100,00



2.3.2 Répartition des investissements industriels réalisés selon le régime de propriété des entreprises.

Durant les années 2001 et 2002, les entreprises mixtes ont réalisé environ les $\frac{1}{4}$ des investissements industriels totaux. Elles ont essentiellement investi dans les immobilisations corporelles pour une valeur supérieure à 90 % des dépenses d'investissements : 93,8 % en 2001 et 97,6 % en 2002 (tableaux 3.2a et 3.2b).

Les entreprises privées viennent en deuxième position avec 18,7 % et 15,7 % respectivement en 2001 et 2002. Les investissements restent dominés par les immobilisations corporelles.

Les entreprises à caractère public dont la part dans les investissements varie entre 7 % et 9 % en 2001 et 2002, ont au contraire investi dans les immobilisations incorporelles (tableaux 3.2a et 3.2b).

Tableau 3. 2a : Structure des investissements réalisés selon le régime de propriété en 2001
(en milliers de F CFA)

Régime de propriété	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Immobilisations Financières	Investissements Réalisés	% du total des investissements
Régime privé	293 964	30 552 116	3 686 640	34 532 721	18.71
en %	0,85	88,47	10,68	100,00	
Régime public	11 972 482	513 615	100	12 486 197	6.77
en %	95,89	4,11	0,00	100,00	
Régime mixte	2 411 578	129 045 408	6 079 470	137 536 456	74.52
en %	1,75	93,83	4,42	100,00	
Total	14 678 025	160 111 139	9 766 210	184 555 374	100,00

Tableau 3. 2b : Structure des investissements réalisés selon le régime de propriété en 2002
(en milliers de F CFA)

Régime de propriété	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Immobilisations Financières	Investissements Réalisés	% du total des investissements
Régime privé	656 791	21 348 039	4 499 127	26 503 957	15.69
en %	2,48	80,55	16,97	100,00	
Régime public	14 896 279	639 043	0	15 535 322	9,19
en %	95,89	4,11	0,00	100,00	
Régime mixte	304 284	123 586 274	2 749 404	126 939 962	75,12
en %	0,24	97,59	2,17	100,00	
Total	15 857 354	145 873 356	7 248 531	168 979 241	100,00

2.3.3 Répartition des investissements industriels réalisés selon le statut juridique des entreprises.

En 2001, les sociétés anonymes ont réalisé 91,8 % du total des dépenses d'investissements de l'année. Leurs acquisitions corporelles représentent 87,9 % de leurs dépenses d'investissements (tableau 3.3a).

En 2002, elles ont effectué 90,9 % de toutes les dépenses d'investissements de l'année. Les immobilisations corporelles ont absorbé 88,2 des fonds investis (tableau 3.3b).

Tableau 3.3a : Répartition des investissements industriels réalisés selon le statut juridique des entreprises, 2001 (en milliers de f.cfa).

Statut juridique	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Immobilisations Financières	Investissements réalisés	% du total des investiss.
Société anonyme	14 211 217	148 938 381	6 284 871	169 434 469	91,81
en %	8,39	87,90	3,71	100,00	
Société anonyme unipersonnelle	11 629	7 725	0	19 354	0,01
en %	60,09	39,91	0,00	100,00	
Société à Responsabilité limitée	56 884	7 357 233	214 008	7 628 126	4,13
en %	0,75	96,45	2,81	100,00	
Société à Responsabilité limitée unipersonnelle	1 000	1 083 169	3 171 629	4 255 797	2,31
en %	0,02	25,45	74,52	100,00	
Groupement d'Intérêt économique	2 924	13 745	249	16 917	0,01
en %	17,28	81,25	1,47		
Entreprise Individuelle	9 866	2 081 724	95 354	2 186 945	1,18
en %	0,45	95,19	4,36	100,00	
Autres statuts	384 504	629 162	100	1 013 766	0,55
en %	37,93	62,06	0,01	100,00	
Total	14 678 025	160 111 139	9 766 210	184 555 374	100,00

Tableau 3.3b : Répartition des investissements industriels réalisés selon le statut juridique des entreprises, 2002 (en milliers de f.cfa).

Statut juridique	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Immobilisations Financières	Investissements Réalisés	% du total des investiss.
Société anonyme	15 186 620	135 415 321	2 912 631	153 514 572	90,85
en %	9,89	88,21	1,90	100,00	
Société anonyme unipersonnelle	0	8 804	0	8 804	0,01
en %	0,00	100,00	0,00	100,00	
Société à Responsabilité limitée	190 585	7 502 776	1 117 980	8 811 340	5,21
en %	2,16	85,15	12,69	100,00	
Société à Responsabilité limitée unipersonnelle	1 000	983 433	3 171 629	4 156 061	2,46
en %	0,02	23,66	76,31	100,00	
Groupement d'Intérêt économique	4 916	18 291	348	23 555	0,01
en %	20,87	77,65	1,48	100,00	
Entreprise Individuelle	6 793	1 194 910	45 944	1 247 647	0,74
en %	0,54	95,77	3,68	100,00	
Autres statuts	467 441	749 822	0	1 217 262	0,72
en %	38,40	61,60	0,00	100,00	
Total	15 857 354	145 873 356	7 248 531	168 979 241	100,00

2.3.4 Répartition des investissements industriels selon la taille des entreprises.

En 2001, les entreprises de taille supérieure à 200 employés ont effectué 69,2 % de toutes les dépenses d'investissements industriels. Elles ont acquis des immobilisations corporelles pour 93,7 % des fonds investis. Les entreprises de taille comprise entre 10 et 50 employés totalisent 11,6 % des investissements (56 % pour les immobilisations incorporelles et 42 % pour les immobilisations corporelles).

En 2002, tandis que les entreprises de grande taille (200 employés permanents et plus) sont responsables de 42,8 % des investissements industriels, celles de taille comprise entre 10 et 50 employés totalisent 41,3 % (tableaux 3.4a et 3.4b).

Tableau 3.4a : Répartition des investissements industriels réalisés selon la taille des entreprises, 2001 (en milliers de f.cfa).

Personnel permanent en 2001	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Immobilisations Financières	Investissements réalisés	% du total des investissements
Moins de 5 employés	475	946 199	1 264	947 938	0,51
en %	0,05	99,82	0,13	100,00	
5 - 9 employés	57 930	1 854 666	1 120	1 913 716	1,04
en %	3,03	96,91	0,06	100,00	
10 - 49 employés	12 043 422	8 991 314	359 503	21 394 239	11,59
en %	56,29	42,03	1,68	100,00	
50 - 99 employés	18 076	8 421 750	3 260 030	11 699 856	6,34
en %	0,15	71,98	27,86	100,00	
100 - 199 employés	585 834	14 914 904	64 723	15 565 461	8,43
en %	3,76	95,82	0,42	100,00	
200 et plus	1 971 538	119 728 156	6 079 569	127 779 263	69,24
en %	1,54	93,70	4,76	100,00	
Non déclarés	750	5 254 152	0	5 254 902	2,85
en %	0,01	99,99	0,00	100,00	
Total	14 678 025	160 111 139	9 766 210	184 555 374	100,00

Tableau 3.4b : Répartition des investissements industriels réalisés selon la taille des entreprises, 2002 (en milliers de f.cfa).

Personnel permanent en 2002	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Immobilisations Financières	Investissements réalisés	% du total des investissements
Moins de 5 employés	1 177	709 704	13 055	723 936	0,43
en %	0,16	98,03	1,80	100,00	
5 – 9 employés	34 639	1 701 436	11 751	1 747 846	1,03
en %	1,98	97,35	0,67	100,00	
10 – 49 employés	15 422 320	53 137 011	1 157 010	69 716 340	41,26
en %	22,12	76,22	1,66	100,00	
50 – 99 employés	25 682	6 522 958	3 253 603	9 802 244	5,80
en %	0,26	66,55	33,19	100,00	
100 - 199 employés	20 265	5 792 133	51 557	5 863 955	3,47
en %	0,35	98,78	0,88	100,00	
200 et plus	304 580	69 246 700	2 749 497	72 300 777	42,79
en %	0,42	95,78	3,80	100,00	
Non déclarés	48 691	8 763 394	12 058	8 824 142	5,22
en %	0,55	99,31	0,14	100,00	
Total	15 857 354	145 873 356	7 248 531	168 979 241	100,00

2.3.5 : Répartition des investissements industriels réalisés selon la nationalité des propriétaires.

En 2001, les entreprises appartenant à des maliens associés aux étrangers ont réalisé 77,6 % des investissements industriels contre 14,4 % pour les entreprises détenues par des maliens et 7,6 % pour celles appartenant à des étrangers.

En 2002, les investissements réalisés par les entreprises appartenant à des maliens associés aux étrangers représentent, comme en 2001, 78 % des investissements totaux contre 11 % pour les entreprises de propriétaires maliens et 10 % pour celles de propriétaires étrangers.

En ce qui concerne la structure des investissements réalisés, les entreprises de propriétaires maliens associés aux étrangers ont investi environ 94 % dans les immobilisations corporelles en 2001 tandis qu'en 2002, elles en ont investi 97 % . Par contre, les entreprises de propriétaires étrangers ont plutôt investi dans les immobilisations incorporelles (tableaux 3.5a et 3.5b).

Tableau 3.5a : Structure des investissements selon la nationalité des propriétaires en 2001
(en milliers de F CFA)

nationalité des propriétaires	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Investissements réalisés	% du total des investissements
Malienne	462 169	22 442 636	3 724 453	26 629 259	14,43
Etrangère	11 616 230	2 483 784	2 224	14 102 238	7,64
Malienne et Etrangère	2 599 625	134 649 705	5 996 617	143 245 946	77,62
Non déclaré	0	535 015	42 916	577 931	0,31
Total	14 678 025	160 111 139	9 766 210	184 555 374	100,00

Tableau 3.5b : Structure des investissements selon la nationalité des propriétaires en 2002
(en milliers de F CFA)

nationalité des propriétaires	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Investissements réalisés	% du total des investissements
Malienne	950 947	14 546 911	3 782 118	19 279 976	11,41
Etrangère	14 486 008	2 689 316	3 852	17 179 176	10,17
Malienne et Etrangère	420 400	128 328 210	3 414 765	132 163 375	78,21
Non déclaré	0	308 918	47 797	356 715	0,21
Total	15 857 354	145 873 356	7 248 531	168 979 241	100,00

2.3.6 : Répartition des dettes à long et moyen termes des entreprises industrielles selon le régime de propriété

Les entreprises mixtes ont absorbé 87,5 % du total des dettes contractées par les industries en 2001. Ce pourcentage a été de 87,2 % en 2002. Il s'agit essentiellement des dettes extérieures où le moyen terme représente 29,0 % dans le total et le long terme 55,4 % en 2001 (tableaux 3.6a et tableaux 3.6b).

Tableau 3. 6a : Structure des dettes selon le régime de propriété en 2001
(en milliers de F CFA)

Régime de propriété	Dettes internes à moyen terme	Dettes internes à long terme	Dettes externes à moyen terme	Dettes externes à long terme	Dettes totales	% du total
Régime privé	14 406 076	11 496 662	12 956 369	854 381	39 713 488	9,71
Régime public	3 341	11 316 674	0	0	11 320 016	2,77
Régime mixte	40 402 125	15 394 144	103 812 388	198 372 169	357 980 826	87,52
Total	54 811 542	38 207 480	116 768 757	199 226 550	409 014 330	100,00

Tableau 3.6b : Structure des dettes selon le régime de propriété en 2002 (en milliers de F CFA)

Régime de propriété	Dettes internes à moyen terme	Dettes internes à long terme	Dettes externes à moyen terme	Dettes externes à long terme	Dettes totales	% du total
Régime privé	13 327 100	13 199 508	11 934 551	644 080	39 105 239	9,41
Régime public	2 400	13 939 532	0	0	13 941 932	3,35
Régime mixte	50 766 664	13 612 315	108 464 041	189 747 928	362 590 949	87,24
Total	64 096 164	40 751 355	120 398 593	190 392 008	415 638 120	100,00

2.3.7 : Répartition des dettes à long et moyen termes des entreprises industrielles selon le statut juridique.

En 2001 et 2002, les dettes des sociétés anonymes ont représenté 94,4 % du montant total des dettes des entreprises industrielles. Ces dettes sont dominées par les dettes extérieures représentant environ (79,4 %) (tableaux 3.7a et 3.7b).

Tableau 3.7a : Répartition des dettes à long et moyen terme des entreprises industrielles selon le statut juridique, 2001 (en milliers de f cfa).

Statut juridique	Dettes internes à moyen terme	Dettes internes à long terme	Dettes externes à moyen terme	Dettes externes à long terme	Dettes totales	% du total
Société anonyme	45 509 087	34 129 713	107 556 196	198 902 791	386 097 786	94,40
Société anonyme unipersonnelle	400	0	0	0	400	0,00
Société à Responsabilité limitée	5 539 270	533 957	6 893 072	301 578	13 267 877	3,25
Société à Responsabilité limitée unipersonnelle	2 273 156	3 160 142	2 231 890	0	7 665 188	1,87
Groupement d'Intérêt économique	12 000	0	0	0	12 000	0,00
Entreprise Individuelle	575 490	187 694	34 481	22 181	819 845	0,20
Autres statuts	902 140	195 974	53 118	0	1 151 232	0,28
Total	54 811 542	38 207 480	116 768 757	199 226 550	409 014 330	100,00

Tableau 3.7b : Répartition des dettes à long et moyen terme des entreprises industrielles selon le statut juridique, 2002 (en milliers de f cfa).

Statut juridique	Dettes internes à moyen terme	Dettes internes à long terme	Dettes externes à moyen terme	Dettes externes à long terme	Dettes totales	% du total
Société anonyme	54 631 165	35 283 869	112 352 125	190 273 333	392 540 493	94,44
Société anonyme unipersonnelle	4 040	0	0	0	4 040	0,00
Société à Responsabilité limitée	6 372 805	2 871 631	6 440 752	96 494	15 781 682	3,81
Société à Responsabilité limitée unipersonnelle	1 633 428	2 376 107	1 517 771	0	5 527 306	1,33
Groupement d'Intérêt économique	12 500	0	0	0	12 500	0,00
Entreprise Individuelle	572 527	168 112	34 826	22 181	797 645	0,19
Autres statuts	869 699	51 636	53 118	0	974 453	0,23
Total	64 096 164	40 751 355	120 398 593	190 392 008	415 638 120	100,0

2.3.8 : Structure des dettes des entreprises industrielles selon la nationalité des propriétaires.

Les entreprises détenues par des nationaux associés à des étrangers sont responsables de plus de 86% de l'endettement total des industries. Il s'agit essentiellement de dettes extérieures (tableaux 3.8a et 3.8b).

Tableau 3.8a : Structure des dettes des entreprises industrielles selon la nationalité des propriétaires, 2001 (en milliers de f cfa).

Nationalité des propriétaires	Dettes internes à moyen terme	Dettes internes à long terme	Dettes externes à moyen terme	Dettes externes à long terme	Dettes totales	% du total
Malienne	16 437 971	6 597 836	7 759 254	2 945 234	33 740 295	8,25
Etrangère	1 311 594	11 404 540	3 120 393	293 450	16 129 977	3,94
Malienne et Etrangère	36 885 848	18 606 150	103 849 270	195 454 116	354 795 383	86,75
Non déclarés	176 129	1 598 955	2 039 840	533 750	4 348 674	1,06
Total	54 811 542	38 207 480	116 768 757	199 226 550	409 014 330	100,00

Tableau 3.8b : Structure des dettes à long et moyen terme des entreprises industrielles selon la nationalité des propriétaires, 2002 (en milliers de f cfa) .

Nationalité des propriétaires	Dettes internes à moyen terme	Dettes internes à long terme	Dettes externes à moyen terme	Dettes externes à long terme	Dettes totales	% du total
Maliennne	12 804 167	7 825 459	7 922 303	2 018 896	30 570 825	7,36
Etrangère	1 929 789	14 590 573	2 280 343	88 366	18 889 071	4,54
Maliennne et Etrangère	49 204 871	15 875 830	108 500 923	187 756 213	361 337 837	86,94
Non déclarés	157 338	2 459 492	1 695 023	528 533	4 840 386	1,16
Total	64 096 164	40 751 355	120 398 593	190 392 008	415 638 120	100,00

2.3.9 : Structure des dettes à long et moyen termes des entreprises industrielles selon la taille des entreprises.

En 2001, les dettes des entreprises de grande taille (supérieure à 200 employés) représentent 84,9 % de l'ensemble des dettes. En 2002, elles baissent à 35,7 %, tandis que les entreprises de taille comprise entre 10 et 50 employés ont été responsables de 58,3 % du total des dettes industrielles de l'année. Toutes ces dettes sont en grande partie contractées à l'extérieur (tableaux 3.9a et 3.9b).

Tableau 3.9a : Structure des dettes selon la taille des entreprises en 2001
(en milliers de F CFA)

Personnel permanent en 2001	Dettes internes à moyen terme	Dettes internes à long terme	Dettes externes à moyen terme	Dettes externes à long terme	Dettes totales	% du total
Moins de 5 employés	4 400	22 000	37 000	0	63 400	0,02
5 - 9 employés	610 134	79 608	0	3 128	692 870	0,17
10 - 49 employés	4 485 314	13 781 958	2 944 584	320 631	21 532 486	5,26
50 - 99 employés	8 871 194	5 008 892	4 257 984	530 622	18 668 693	4,56
100 - 199 employés	857 116	3 413 641	2 572 821	0	6 843 579	1,67
200 et plus	39 707 614	15 486 847	105 534 250	186 634 549	347 363 259	84,93
Non déclarés	275 770	414 535	1 422 118	11 737 620	13 850 043	3,39
Total	54 811 542	38 207 480	116 768 757	199 226 550	409 014 330	100,00

Du point de vue de la structure des dettes totales, les dettes des entreprises de grande taille (200 et plus employés) les plus élevées en 2001 correspondent à des dettes externes à long terme (53,7 %).

Tableau 3.9b : Structure des dettes selon la taille des entreprises en 2002
(en milliers de F CFA)

Personnel permanent En 2002	Dettes internes à moyen terme	Dettes internes à long terme	Dettes externes à moyen terme	Dettes externes à long terme	Dettes totales	% du total
Moins de 5 employés	31 590	912 472	0	0	944 062	0,23
5 - 9 employés	479 475	73 329	0	3 128	555 932	0,13
10 - 49 employés	7 586 349	22 103 903	94 435 027	118 061 986	242 187 265	58,27
50 - 99 employés	4 622 042	5 085 395	3 544 959	525 405	13 777 801	3,31
100 - 199 employés	968 807	2 464 155	3 134 121	0	6 567 084	1,58
200 et plus	50 054 304	9 277 732	17 362 273	71 801 489	148 495 798	35,73
Non déclarés	353 598	834 368	1 922 212	0	3 110 177	0,75
Total	64 096 164	40 751 355	120 398 593	190 392 008	415 638 120	100,00

2.3.10 : Structure des dettes à long et moyen termes des entreprises industrielles selon la branche d'activité.

Les sociétés minières sont à l'origine de la majeure partie des dettes des industries ; la part de leurs dettes dans l'ensemble a varié de 58,2 % en 2001 à 55,1 % en 2002 (tableaux 3.10a et 3.10b).

Du point de vue de la structure, plus de la moitié (55,5 % en 2001 et 51,5 % en 2002) des dettes des sociétés minières correspondent aux dettes externes à long terme.

Tableau 3. 10a : Structure des dettes totales suivant la section d'activités de l'entreprise en 2001
(en milliers de F CFA)

SECTION	Dettes internes à moyen terme	Dettes internes à long terme	Dettes externes à moyen terme	Dettes externes à long terme	Dettes totales	% du total
ACTIVITES EXTRACTIVES C	12 000	15 907 518	92 399 242	129 684 059	238 002 819	58,19
ACTIVITES DE FABRICATION D PROD. ET DIST. D'ELECTR., DE GAZ ET D'EAU E	54 392 626	21 676 373	24 369 515	35 749 646	136 188 160	33,30
	406 917	623 589	0	33 792 845	34 823 351	8,51
Total	54 811 543	38 207 480	116 768 757	199 226 550	409 014 330	100,00

Figure 3.10a: Pourcentage des dettes totales suivant la section d'activité en 2001

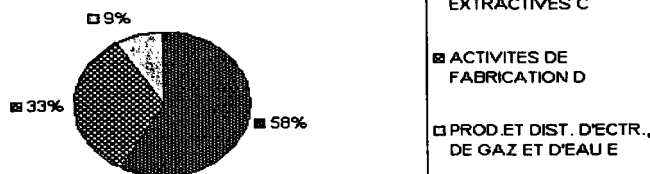
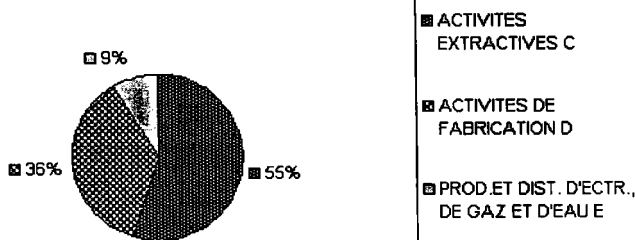


Tableau 3.10b : Structure des dettes totales suivant la section d'activités de l'entreprise en 2002
(en milliers de F CFA)

SECTION	Dettes internes à moyen terme	Dettes internes à long terme	Dettes externes à moyen terme	Dettes externes à long terme	Dettes totales	% du total
ACTIVITES EXTRACTIVES C	12 500	18 674 714	92 399 242	117 946 439	229 032 895	55,11
ACTIVITES DE FABRICATION D	63 802 947	21 612 158	27 999 351	36 065 584	149 480 040	35,96
PROD. ET DIST. D'ELECTR., DE GAZ ET D'EAU E	280 717	464 483	0	36 379 985	37 125 185	8,93
Total	64 096 164	40 751 355	120 398 593	190 392 008	415 638 120	100,00

Figure 3.10b: Pourcentage des dettes totales suivant la section d'activité en 2002



2.4 Contribution du secteur industriel dans l'économie

Il y a lieu de préciser que les données relatives à cette partie concernent 205 entreprises industrielles sur les 243 enquêtées. Il s'agit d'entreprises qui ont pu fournir les données comptables pour les exercices 2001 et 2002. Les trente huit (38) autres unités pour lesquelles les informations sur le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée n'ont pas été fournies sont constituées d'unités nouvelles (nombre d'unités=14) ayant démarré en 2003 et des boulangeries et imprimeries (au nombre de 24) ne tenant pas en grande partie de comptabilité fiable.

Aussi, nous estimons que les données relatives à ces 205 entreprises résument bien l'activité industrielle du Mali en 2001 et 2002 dans la mesure où les 24 entreprises, ne tenant pas de comptabilité fiable en grande partie, n'ont pas d'effet sur la contribution du secteur industriel dans le Produit Intérieur Brut du pays.

2-4-1 Valeur ajoutée (VA) :

La valeur ajoutée du secteur industriel est passée de 230,7 milliards de francs CFA en 2001 à 241,4 milliards en 2002, soit une augmentation de 5 %.

Cette hausse résulte de celle enregistrée au niveau des activités « Electricité, Gaz et Eau » (59,9 %) et de Fabrication (29 %) malgré une forte baisse de l'activité extractive (26,4 %).

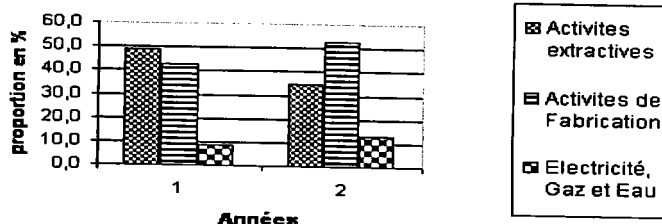
2-4-1-1 Répartition de la valeur ajoutée par branches d'activité industrielle

Il ressort du tableau 4.1 que les entreprises de la branche des activités extractives ont contribué à hauteur de 48,8 % en 2001 et de 34,3% en 2002 dans la formation de la Valeur Ajoutée du secteur industriel. A l'opposé, la part des activités de fabrication est passée de 42,8 % à 52,8 %.

Tableau 4-1: Répartition de la Valeur ajoutée suivant la branche d'activité (en millions de francs CFA)

Section	valeur ajoutée 2001	valeur ajoutée 2002	Variation (%)	part en 2001 (%)	part en 2002 (%)
Activités extractives	112 566	82 875	-26,4	48,8	34,4
Activités de Fabrication	98 798	127 522	29,1	42,8	52,8
Electricité, Gaz et Eau	19 378	30 976	59,9	8,4	12,8
Total	230 742	241 373	4,6	100,0	100,0

Figure 4.1: VA suivant la branche d'activité en 2001 et 2002



Si l'on s'intéresse à la branche des Activités de Fabrication, on constate que c'est la sous branche Fabrication de textiles qui crée la plus forte valeur ajoutée, avec plus de 45% aussi bien en 2001 qu'en 2002.

La sous- branche Fabrication de produits alimentaires et de boissons vient en deuxième position avec 32 % et 31 % de la valeur ajoutée, respectivement en 2001 et 2002.

Tableau 4-2: Répartition de la VA suivant les sous branches des activités de fabrication (en millions de francs CFA)

Sous branches des activités de fabrication	Valeur ajoutée en 2001	Valeur ajoutée en 2002	Part en % 2001	Part en % 2002
FABRICATION DE PDTS ALIMENT. ET DE BOISSONS	31 358	39 456	31,74	30,94
FABRICATION DE PDTS A BASE DE TABAC	123	34	0,12	0,03
FABRICATION DE TEXTILES	46 204	61 039	46,77	47,87
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	20	22	0,02	0,02
TL DU CUIR, FAB.D'ART.DE VOYAGE, DE CHAUSS.	801	1 617	0,81	1,27
TL DU BOIS ET FAB. D'ART.EN BOIS OU DE VAN.	10	9	0,01	0,01
FAB. DE PAP., DE CART.,D'ART. EN PAP. OU CART	54	223	0,05	0,17
EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUCT. D'ENREG.	3 710	4 427	3,76	3,47
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	3 427	4 312	3,47	3,38
FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUX OU MAT. PLASTIQ.	1 060	3 323	1,07	2,61
FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST.	1 179	1 265	1,19	0,99
METALLURGIE; FONDERIE	2 919	1 949	2,95	1,53
FAB. D'OUVRAGES EN METAUX; TL DES METAUX	1 887	2 341	1,91	1,84
FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A.	165	224	0,17	0,18
FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES	3 634	4 304	3,68	3,38
FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT	1 578	2 274	1,60	1,78
FAB.DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB.N.C.A.	669	703	0,68	0,55
Total	98 798	127 522	100,00	100,00

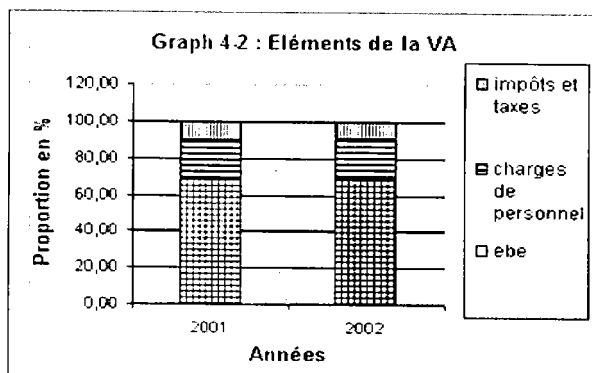
2-4-1-2 Composition de la valeur ajoutée

L'option retenue pour l'obtention de la valeur ajoutée est celle du compte d'exploitation. Ainsi, les éléments qui composent la valeur ajoutée sont : les frais de personnel, les impôts et taxes, l'excédent brut d'exploitation (frais financiers, amortissements et bénéfice brut d'exploitation). Les parts de ces éléments dans la valeur ajoutée en 2001 et 2002 sont données dans le tableau 4.3.

Tableau 4-3: Eléments de la VA (en millions de francs CFA)

Eléments de la VA	2001	2002	en % de la VA en 2001	en % de la VA en 2002
charges de personnel	48 576	51 298	21,05	21,25
impôts et taxes	23 798	23 926	10,31	9,91
EBE ¹	158 368	166 149	68,64	68,84
Total	230 742	241 373	100,00	100,00

Le tableau 4.3 indique que l'excédent brut d'exploitation représente en terme de proportion environ 69 % de la valeur ajoutée en 2001 et en 2002, suivi des charges de personnel qui totalisent 21 % en 2001 et en 2002. Quant aux impôts et taxes, ils représentent 10,3 % en 2001 et 9,9 % en 2002.



a) Charges de personnel

Les charges de personnel du secteur industriel sont passées de 48,6 à 51,3 milliards de francs CFA de 2001 à 2002, soit une hausse de 5,6 %. Cette augmentation résulte de celle enregistrée au niveau des sections Electricité, Gaz et Eau et Activités de Fabrication qui ont respectivement augmenté de 33 % et de 13,5 %, malgré une baisse de 22,2 % des charges de personnel de la section Activités extractives.

¹ EBE (excédent brut d'exploitation)

En ce qui concerne les contributions des différentes branches dans la formation des charges de personnel, le tableau 4.4 fait ressortir que la section Activités de fabrication est celle qui apporte la plus grande part (60 % en 2002 contre 56 % en 2001). Elle est suivie de la section Activités extractives dont la contribution a fortement baissé en 2002 (elle passe de 29,9 % à 22 %) au profit des section Electricité, Gaz et Eau (qui passe de 14 % à 18 %).

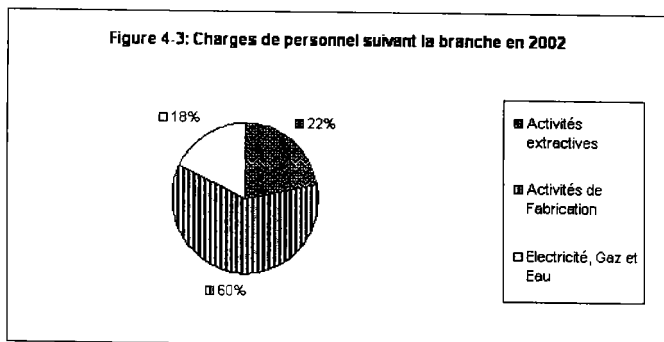
Tableau 4-4: Répartition des charges de personnel suivant la branche d'activité
(En millions de F CFA)

Section	Charges de personnel 2001	charges de personnel 2002	Variation	part en 2001	part en 2002
Activités extractives	14 515	11 299	-22,16	29,88	22,03
Activités de Fabrication	27 180	30 838	13,46	55,95	60,11
Electricité, Gaz et Eau	6 881	9 161	33,15	14,16	17,86
Total des charges	48 576	51 298	5,60	100,00	100,00

Plus du tiers de la masse salariale est prise en charge par la branche Activités de fabrication D, qui emploie plus de 80 % des travailleurs (tableau 2.1). Les Divisions Fabrication de textiles, Fabrication de produits alimentaires et de boissons totalisent plus de 40 % des charges du personnel en 2001 et 2002 (annexes, tableau 4.1).

Les entreprises représentant un regroupement d'intérêt des maliens et des personnes de nationalité étrangère versent près de 80 % de la masse salariale au cours des exercices 2001 et 2002. Ensuite viennent celles de propriétaires maliens avec 16 % et 17 % respectivement en 2001 et 2002. La masse salariale versée par les entreprises appartenant exclusivement à des étrangers représente 2 % (annexes, tableau 4.2).

Les entreprises à régime de propriété mixte prennent plus de 80 % des frais de personnel pour plus de 55 % d'emplois permanents. Ensuite viennent les entreprises à régime privé (annexes, tableau 4.3).



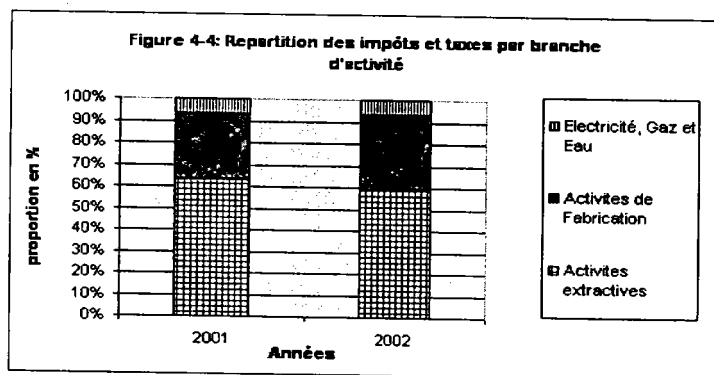
b) Impôts et taxes

En 2001, les entreprises industrielles ont contribué au titre des impôts et taxes pour 23,8 milliards de francs CFA contre 23,9 milliards de francs CFA en 2002, soit une hausse légère de 0,5 % (tableau 4.5).

La répartition des impôts et taxes suivant les sections fait ressortir que la section Activités extractives supporte plus de la moitié des impôts et taxes malgré la baisse de 7,1 % enregistrée en 2002 (58,5 % en 2002 contre 63,3 % en 2001). Elle est suivie par la section Activités de fabrication (34,6 % en 2002). La part de la section Electricité, Gaz et Eau est de 6,9 % en 2002.

Tableau 4-5: Répartition des impôts et taxes suivant la section d'activité
(en millions de francs CFA)

SECTION	impôts et taxes 2001	impôts et taxes 2002	Variation	part en 2001	part en 2002
Activités extractives	15 073	13 996	-7,15	63,34	58,50
Activités de Fabrication	7 097	8 277	16,63	29,82	34,59
Electricité, Gaz et Eau	1 628	1 653	1,54	6,84	6,91
Total des Impôts et taxes	23 798	23 926	0,54	100,00	100,00



Le tableau 4.6 révèle que la Division Extractions de minerais métalliques supporte plus de 60 % des impôts et taxes en 2001 contre 58 % en 2002. La Fabrication de produits alimentaires et de boisson vient en deuxième position avec environ 14 % en 2001 et 2002. Faisons remarquer que la production et distribution d'électricité est responsable d'environ 7 % des impôts et taxes (tableau 4.6).

Tableau 4-6 : Répartition des impôts et taxes suivant la Division d'activités en 2001 et 2002 (en millions de F CFA)

DIVISION	Impôts et taxes en 2001	en %	Impôts et taxes en 2002	en %
EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES	15 073	63,34	13 996	58,50
AUTRES ACTIVITES EXTRACTIVES	0	0,00	0	0,00
FABRICATION DE PDTS ALIMENT. ET DE BOISSONS	3 300	13,87	3 489	14,58
FABRICATION DE PDTS A BASE DE TABAC	403	1,69	583	2,44
FABRICATION DE TEXTILES	1 250	5,25	1 734	7,25
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILEMENT	1	0,00	3	0,01
TL DU CUIR, FAB.D'ART.DE VOYAGE, DE CHAUSS.	131	0,55	103	0,43
TL DU BOIS ET FAB. D'ART.EN BOIS OU DE VAN.	1	0,00	1	0,00
FAB. DE PAP., DE CART.,D'ART. EN PAP. OU CART	19	0,08	18	0,08
EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUCT. D'ENREG.	324	1,36	494	2,06
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	354	1,49	382	1,60
FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUX OU MAT. PLASTIQ.	224	0,94	205	0,86
FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST.	20	0,08	32	0,13
METALLURGIE; FONDERIE	222	0,93	276	1,15
FAB. D'OUVRAGES EN METAUX; TL DES METAUX	261	1,10	253	1,06
FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A.	39	0,16	52	0,22
FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES	367	1,54	263	1,10
FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT	79	0,33	252	1,05
FAB.DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB.N.C.A.	102	0,43	138	0,58
PROD. ET DISTRIB. D'ELECTRICITE	1 628	6,84	1 652	6,90
CAPTAGE, TRAITMT ET DIST.D'EAU	0	0,00	0	0,00
Total	23 798	100,00	23 926	100,00

c) Excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation est le solde du compte d'exploitation.

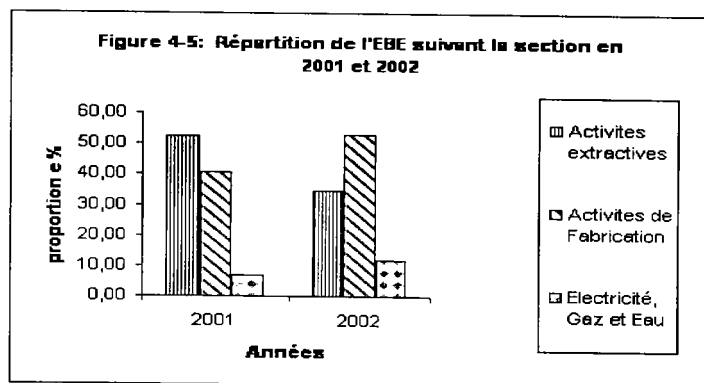
De 2001 à 2002, le niveau de l'excédent brut d'exploitation a augmenté, il passe de 158,4 milliards en 2001 à 166,1 milliards en 2002, soit une hausse de 5 %. Cette dernière résulte de l'augmentation enregistrée surtout au niveau de l'électricité, gaz et eau (85,5 %), des activités de fabrication (37 %).

S'agissant de sa répartition par branche d'activité, le tableau fait ressortir que les industries extractives participent à hauteur de 52,4 % en 2001 dans la formation de l'excédent brut d'exploitation. Leur part en 2002 est seulement de 35 %.

Les secteurs Activités de Fabrication et Electricité, Gaz et Eau représentent respectivement en terme de proportion 53,2 % et 12,1 % en 2002 contre 40,7 % et 6,9 % en 2001.

Tableau 4-7: Répartition de l'EBE suivant la section d'activité
(en millions de francs CFA)

SECTION	EBE 2001	EBE 2002	variation	part en 2001	part en 2002
Activités extractives	82 977	57 579	-30,60	52,40	34,66
Activités de Fabrication	64 522	88 408	37,02	40,74	53,21
Electricité, Gaz et Eau	10 869	20 162	85,50	6,86	12,13
Total de l'EBE	158 368	166 149	4,90	100,00	100,00



2-4-2 Chiffre d'Affaire (CA)

De 2001 à 2002, le chiffre d'affaires hors taxes, réalisé par le secteur industriel est passé de 548,9 à 616,7 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 12,4 %.

En ce qui concerne les contributions des différentes sections, en 2002 le tableau 4.8 montre que la section des Activités de fabrication apporte la plus grande part, soit 62 %, la Section Electricité, Gaz et Eau contribue seulement à hauteur de 10,5 % dans la formation du chiffre d'affaires du secteur industriel.

S'agissant de la répartition géographique du chiffre d'affaires, le tableau 4.9 indique que le District supporte les 84 %. Les autres régions avec Kayes et Ségou en tête apportent une contribution de 16 % dans la formation du chiffre d'affaires.

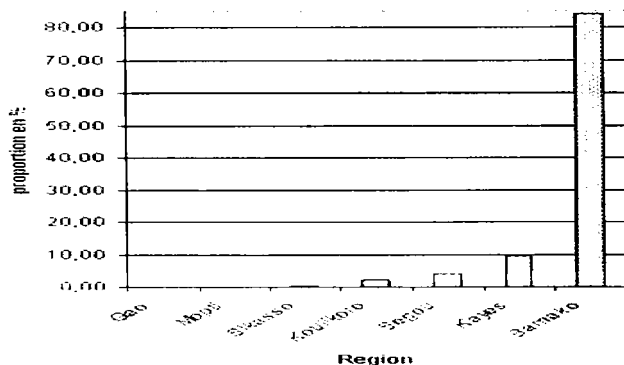
Tableau 4-8: Répartition du chiffre d'affaires suivant la section d'activité (en millions de francs CFA)

Section	Chiffre d'affaires 2001	Chiffre d'affaires 2002	part en 2001	part en 2002
Activités extractives	189 301	169 612	34,49	27,50
Activités de Fabrication	307 506	382 382	56,02	62,01
Electricité, Gaz et Eau	52 066	64 675	9,49	10,49
Total	548 873	616 669	100,00	100,00

Tableau 4-9: Répartition du chiffre d'affaires suivant la région
(en millions de francs CFA)

Région	Chiffre d'affaires 2001	Chiffre d'affaires 2002	part en 2001	part en 2002
Kayes	31 397	58 906	5,72	9,55
Koulikoro	11 844	13 005	2,16	2,11
Sikasso	17 675	1 392	3,22	0,23
Segou	29 552	25 451	5,38	4,13
Mopti	166	187	0,03	0,03
Gao	98	120	0,02	0,02
Bamako	458 141	517 608	83,47	83,94
Total	548873	616669	100,0	100,0

Graph 4-6: CA par Region



2-4-3 Production et Ventes

L'observation du tableau 4.10 fait ressortir que les entreprises industrielles vendent à hauteur de 94 % de leur production effectuée. Le taux est d'environ 100 % pour les entreprises de la section Activités extractives, tandis qu'il est de 92,2 % pour la section Activités de fabrication et de 89,4 % pour la section Electricité, Gaz et Eau.

Elle indique aussi que les ventes directes à l'étranger représentent 58 % des ventes totales, cependant la presque totalité de la production de la section des Activités extractives est directement vendue à l'étranger, par contre la section Electricité, Gaz et Eau ne réalise aucune vente directe à l'étranger. Pour la section Activités de fabrication, la part des ventes directes à l'étranger est de 47 %.

Tableau 4-10: Répartition de la production et des ventes suivant la section d'activité en 2002 (en millions de francs CFA)

Section	Production totale	production vendue	production vendue à l'étranger	taux de vente	taux de vente directe à l'étranger
Activités extractives	169 612	169 583	168 693	100,0	99,5
Activités de Fabrication	367 551	338 724	159 052	92,2	47,0
Electricité, Gaz et Eau	64 675	57 795	0	89,4	0,0
Total	601 838	566 102	327 745	94,1	57,9

2-4-4 Contribution au Produit Intérieur Brut (PIB)

Le produit intérieur brut du Mali en 2001 est de 1927,6² milliards de francs CFA dont 230,7 milliards de francs CFA générés par le secteur industriel, soit 12 % du PIB. En 2002, le produit intérieur est de 2194,7³ dont 241,4 milliards de francs CFA pour le secteur industriel, soit une contribution de 11 %.

L'analyse du tableau ci-dessous montre que, la part du secteur industriel dans l'économie nationale a baissé de 8,1 %. Cette baisse est due essentiellement à la branche activité extractive dont le poids passe de 5,8 % à 3,8 %, soit une baisse de 35 %.

Tableau 4-11: Répartition de la contribution du secteur industriel au PIB suivant la section d'activité (en millions de francs CFA)

SECTION	valeur ajoutée 2001	valeur ajoutée 2002	en % du Pib 2001	en % du Pib 2002
Activités extractives	112 566	82 875	5,8	3,8
Activités de Fabrication	98 798	127 522	5,1	5,8
Electricité, Gaz et Eau	19 378	30 976	1,0	1,4
Total	230 742	241 373	12,0	11,0

² Résultats définitifs

³ Résultats provisoires

2.5 Synthèse des principaux résultats

Le but de ce recensement est de collecter les informations de base sur le secteur industriel qui permettront désormais de constituer une base de données informatisée.

Pour atteindre ces objectifs, le cadre méthodologique présenté dans la première partie du rapport a servi de référence.

Dans cette partie, nous dressons un tableau synthétique de certains indicateurs et calculons des ratios pour mieux évaluer le tissu industriel.

2.5.1 Tableau synoptique

Indicateurs	Valeur en 2001	Valeur en 2002	Variation (en %)
Chiffre d'affaire	548 874 428 704	616 669 473 253	12,4
Valeur ajoutée	230 742 374 688	241 373 386 983	5
Charges de personnel	48 575 978 383	51 298 313 641	6
Impôts et taxes	23 797 799 563	23 925 932 705	0,5
EBE	158 368 596 742	166 149 140 637	5
Dettes totales	409 014 329 566	415 638 119 542	1,6
Investissements	184 555 373 805	168 979 241 254	-8,4
Emplois totaux	22 166	21 485	-3
Emplois permanents	13 926	13 127	-5,7
Emplois féminins permanents	10 42	10 49	5,3
Contribution de l'Industrie dans le PIB	12%	11%	-8,3

Le tableau synoptique révèle que le chiffre d'affaires augmente de 2001 à 2002. Il en est de même de la valeur ajoutée et de l'excédent brut d'exploitation. Malgré l'augmentation de la valeur ajoutée, la contribution de l'industrie au PIB n'a pas suivi : 12 % en 2001 et 11 % en 2002.

Les taxes et impôts ont peu varié sur la période 2001 et 2002.

Il faut noter par ailleurs que les emplois permanents de 2001 à 2002 ont diminué. Entre 2001 et 2002, ils diminuent de 6%. Les femmes sont mieux représentées en 2002 (8,4 %).

2.5.2 Ratios (en %)

Ratios	2001	2002
VA/CA	42,0	39,1
Charges de personnel/CA	8,9	8,3
Impôts et taxes/CA	4,3	3,9
Investissements/CA	33,6	27,4

Ce tableau montre que le taux de valeur ajoutée est élevé. De même, la part consacrée aux investissements est importante grâce à des nouvelles créations minières (Yatela, investissements de Sadiola).

La pression fiscale qui consiste à rapporter les impôts et taxes sur le chiffre d'affaires baisse légèrement en 2002.

Le ratio charges du personnel sur le chiffre d'affaires est resté quasi constant sur la période 2001 et 2002.

Conclusions et Recommandations

Le recensement industriel de 2003, en dépit des difficultés rencontrées dans sa réalisation, a le mérite de faire la physionomie du secteur en fournissant une gamme d'informations aux décideurs pour de meilleures prises de décision.

Au Mali, les unités industrielles sont dominées par les activités de fabrication (95,06 %) notamment la fabrication des produits alimentaires et de boissons et les Editions imprimerie et reproduction.

La concentration des industries dans le District de Bamako est notoire : sur dix entreprises, sept sont installées à Bamako.

Plus du tiers des entreprises sont représentées par les entreprises individuelles.

Plus de 90 % des entreprises au Mali sont privées.

Les maliens sont pour 79 % propriétaires des entreprises. Toutefois une partie de nos entrepreneurs s'associent aux étrangers.

Moins de 10 % des entreprises emploie 100 personnes ou plus.

Les investissements sont importants dans la section Activités de fabrication et Activités extractives. Ces investissements sont dominés par les immobilisations corporelles.

La réalisation du recensement nous a édifié sur les difficultés rencontrées par les entreprises et la nécessité de les suivre de proximité.

En fonction des difficultés rencontrées dans la réalisation de ce présent recensement et des résultats qui ne sont pas toujours encourageants, nous proposons des recommandations suivantes :

1. Du suivi et de la gestion correcte des entreprises

- Le renforcement de la Division «Suivi des entreprises de la Direction Nationale des Industries, en la dotant des moyens adéquats ;
- La re-dynamisation du partenariat entre le secteur privé et les services techniques du département : la DNI et la CPS ;
- La mise en place effective d'une base de données informatique. Cette base de données doit être conçue sur la base des besoins en information exprimés par le département chargé de l'Industrie, les entreprises industrielles et les partenaires au développement.

2. De la concentration des entreprises à Bamako

L'adoption des nouveaux textes de la Direction Nationale des Industries est une étape décisive dans la volonté des pouvoirs publics à utiliser et à exploiter les potentialités et richesses industrielles aux niveaux régional et sub-régional.

3. Du diagnostic des problèmes rencontrés par les entreprises

Enfin compte tenu du nombre élevé d'entreprises, soit à l'arrêt, soit fermée, il est nécessaire de diagnostiquer davantage les problèmes rencontrés par les entreprises. Une exploitation complémentaire des données du recensement (les problèmes et les solutions ayant déjà été posées aux entreprises lors du recensement) renforcée par une étude sur un nombre représentatif d'entreprises nous semble être pertinente. Le critère de choix de ces entreprises sera fait en fonction des données du recensement.

A l'avenir, un certain nombre d'indicateurs de performance des entreprises doit être défini, ce qui permettrait de savoir à chaque instant les entreprises en difficultés.

ANNEXES

Tableau 1.1 : Répartition des entreprises selon la division d'activités et selon le statut juridique

Division	Société anonyme	Société anonyme unipersonnelle	Société à responsabilité limitée	Société à responsabilité limitée unipersonnelle	Groupement d'intérêt économique	Entreprise individuelle	Autres statuts	Non déclarés	Total
EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES	5			1					6
AUTRES ACTIVITES EXTRACTIVES	17		5	25	2	1		5	11
FABRICATION DE POTS ALIMENT ET DE BOISSONS	1					1			1
FABRICATION DE POTS A BASE DE TABAC	3			1					4
FABRICATION DE TEXTILES						1			1
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	2								2
TL DU CUIR, FAB. D'ART DE VOYAGE, DE CHAUSSES,						2			2
TL DU BOIS ET FAB. D'ART EN BOIS OU DE VAN.	1								1
FAB. DE PAP., DE CART., D'ART. EN PAP. OU CART.	2	2		10		1		3	13
EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUCTIONS, DENREG.	5			6	1	16			16
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	2			4	1	1			7
FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUC OU MAT. PLASTIQ.	2			3		2			7
FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST.	1		1	7					2
METALLURGIE, FONDERIE	5			1		6	1		20
FAB. DOUVRES EN METAUX, TL DES METAUX	2			2		1			5
FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A.	3			1					4
FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES	2			6		4			2
FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT	2								2
FAB. DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB. N.C.A.	2								2
PROD. ET DISTRIB. DELECTRICITE	1			1					2
CAPTAGE, TRAITMENT ET DIST. D'EAU									
Total	58	8	68	4	6	86	12	1	243

Tableau 1. 2 : Répartition des entreprises selon la division d'activités et selon le régime de propriété

Division	Régime privé	Régime public	Régime mixte	Total
EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES	1	1	4	6
AUTRES ACTIVITES EXTRACTIVES	1			1
FABRICATION DE PDTS ALIMENT. ET DE BOISSONS	102	3	3	108
FABRICATION DE PDTS A BASE DE TABAC			1	1
FABRICATION DE TEXTILES	2		2	4
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	1			1
TL DU CUIR, FAB/D'ART DE VOYAGE, DE CHAUS.	2			2
TL DU BOIS ET FAB. D'ART EN BOIS OU DE VAN.	2			2
FAB. DE PAP., DE CART., D'ART. EN PAP. OU CART.	1			1
EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUCT. D'ENREG.	33	1	1	35
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	13	2	1	16
FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUX OU MAT. PLASTIQ.	7			7
FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST.	7			7
METALLURGIE: Fonderie	2			2
FAB. DOUVRAGES EN METAUX: TL DES METAUX	2			2
FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A.	19	1		20
FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES	5			5
FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT	4			4
FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT	2			2
FAB. DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB. N.C.A.	14			14
PROD. ET DISTRIB. D'ELECTRICITE	2		1	3
CAPTAGE, TRAITMT ET DIST. D'EAU	2			2
Total	222	8	13	243

Tableau 1.3 : Répartition des entreprises selon la division d'activités et selon la nationalité des propriétaires

Division	Malienne	Etrangère	Malienne et Etrangère	Non déclaré	Total
EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES					6
AUTRES ACTIVITES EXTRACTIVE	1	2		4	1
FABRICATION DE POTS ALIMENT. ET DE BOISSONS	91	3		8	108
FABRICATION DE POTS A BASE DE TABAC				1	1
FABRICATION DE TEXTILES	1			2	1
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	1				1
TL. DU CUIR, FAB. D'ART. DE VOYAGE, DE CHAUSSES,	1			1	2
TL. DU BOIS ET FAB. D'ART. EN BOIS OU DE VAN.	2				2
FAB. DE PAP., DE CART., D'ART. EN PAP. OU CART.				1	1
EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUKT. D'ENREG.	34				35
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	11	2		3	16
FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUC OU MAT. PLASTIQ.	4	2		1	7
FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST.	5	1		1	7
METALLURGIE, FONDERIE	1			1	2
FAB. DOUVRES EN METAUX: TL. DES METAUX	15	3		1	20
FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A.	5			1	5
FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES	1	1		1	4
FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT					2
FAB. DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB. N.C.A.	9	2		3	14
PROD. ET DISTRI. DE L'ECTRICITE	2			1	3
CARTAGE, TRAITMT ET DIST. D'EAU	1	1			2
Total	185	18		30	243

Tableau 1.4a : Répartition des entreprises selon la division d'activités et selon le chiffre d'affaire en 2001

Division	Moins de 500000000	500000000 à 999999999	1000000000 à 3499999999	3500000000 à 6899999999	10300000000 à 13699999999	137000000000 et plus	Non déclarés	Total
EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES							2	6
AUTRES ACTIVITES EXTRACTION	1		1				1	1
FABRICATION DE PDTS ALIMENT. ET DE BOISSONS	65	4	9				30	108
FABRICATION DE PDTS A BASE DE TABAC			1				1	1
FABRICATION DE TEXTILES	1		1			1	1	4
FABRICATION PARTICULIERS DIABLIEMENT								1
TL DU CUIR, FAB D'ART DE VOYAGE, DE CHAUSSES			1					1
TL DU BOIS ET FAB D'ART EN BOIS OU DE VAN	2							2
FAB. DE PAP., DE CART., D'ART. EN PAP. OU CART			1					1
EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUCTIONS	23	1	2				9	35
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	5	3	5				3	16
FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUC OU MAT. PLASTIQ.	3		2				1	7
FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST.	4	1	1				2	2
METALLURGIE, FONDERIE								
FAB. DOUVRAGES EN METAUX: TL DES METAUX	10	3	4				3	20
FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A.	5							5
FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES		1	3					4
FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT		1	1					2
FAB DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB N.C.A.	7	2					5	14
PROD. ET DISTRIB. D'ELECTRICITE			1		1		1	3
CAPTAGE, TRAITMT ET DISTRIB. D'EAU	2							2
Total	129	18	36	1	1	1	57	243

Tableau 1. 4b : Répartition des entreprises selon la division d'activités et selon le chiffre d'affaire en 2002

Division	Moins de 500000000	500000000 à 999999999	1000000000 à 2499999999	2500000000 à 4999999999	5000000000 à 9999999999	10000000000 à 19999999999	20000000000 à 49999999999	50000000000 et plus	Non déclarés	Total
EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES	1	1			1	1			3	6
AUTRES ACTIVITES EXTRACTIVES	72	3	9						24	108
FABRICATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DE BOISSONS			1	1					1	1
FABRICATION DE PRODUITS A BASE DE TABAC				1				1	1	4
FABRICATION DE TEXTILES	1								1	1
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT			2							2
TI, DU CUIR, FABRICATION DE VOYAGE, DE CHAUSSES, TI, DU BOIS ET FABRICATION EN BOIS OU DE VAN	2									2
FABRICATION DE PAPIER, DE CARTON, EN PAPIER OU CARTON	26	1	3	1					5	35
EDITION, IMPRIMERIE ET REPRODUCTION, DENRÉES	7	2	6						1	16
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	3	1	2						1	7
FABRICATION DE PRODUITS EN CAOUTCHOUC OU MATIÈRE PLASTIQUE	4	1	1						1	7
FABRICATION DE VERRE, POTERIES ET MATÉRIEL DE CONSTRUCTION			2							2
MÉTALLURGIE, Fonderie	11	3	4						2	20
FABRICATION D'OUVRAGES EN MÉTAUX, TI, DES MÉTAUX	5									5
FABRICATION DE MACHINES ET DE MATÉRIEL S.N.C.A.		1	3							4
FABRICATION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE			2							2
FABRICATION D'AUTRES MATÉRIELS DE TRANSPORT	10	3							1	14
FABRICATION DE MEUBLES, ACTIVITÉS DE FABRICATION	1									3
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ	2				1				1	3
CAPITAL, TRAITÉ ET DISTRIBUTION										2
Total	146	16	37	2	1	1	1		40	243

Tableau 1. 5a : Répartition des entreprises selon la division d'activités et selon la taille des entreprises en 2001

Division	Moins de 5 employés	5 - 9 employés	10 - 49 employés	50 - 99 employés	100 - 199 employés	200 plus	et Non écrits	Total
EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES								
AUTRES ACTIVITES EXTRACTIVES								
FABRICATION DE POTS ALIMENT. ET DE BOISSONS	13	1	2			1	1	6
FABRICATION DE POTS A BASE DE TABAC		20	33		8	2	3	108
FABRICATION DE TEXTILES			1				1	1
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT		1	1				2	4
TL DU CUIR, FAB D'ART DE VOYAGE, DE CHAUSSE.			1		1			1
TL DU BOIS ET FAB. D'ART EN BOIS OU DE VAN.		1	1					2
FAB. DE PAP., DE CART., D'ART. EN PAP. OU CART.		1						1
EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUCTION, DENREG.	10	6	8		1	1		35
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	2		8		3	1		16
FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUC OU MAT. PLASTIQ.			5			2		7
FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST.	1		4					7
METALLURGIE, FONDERIE			1					2
FAB. DOUVRES EN METAUX, TL DES METAUX	3	3	1					20
FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A.	1		9		1	1		5
FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES			4					4
FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT	3	2	2			1		2
FAB. DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB. N.C.A.			5		1			14
PROD. ET DISTRIB. D'ELECTRICITE			2					3
CARTAGE, TRAITEMENT ET DIST. D'EAU	1		1					2
Total	34	35	88	16	9	10	51	243

Tableau 1. 5b : Répartition des entreprises selon la division d'activités et selon la taille des entreprises en 2002

Division	Moins de 5 employés	5 - 9 employés	10 - 49 employés	50 - 99 employés	100 - 199 employés	200 et plus	Non déclarés	Total
EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES								6
AUTRES ACTIVITES EXTRACTIVES								1
FABRICATION DE PDS ALIMENT ET DE BOISSONS	18	1	3	35	9	2	3	108
FABRICATION DE PDS A BASE DE TABAC		21					1	1
FABRICATION DE TEXTILES			1	1			2	4
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT				1	1			1
TL DU CUIR, FAB/D'ART DE VOYAGE, DE CHAUSSES,		1	1					2
TL DU BOIS ET FAB. D'ARTEN ROIS OU DE VAN,				1				1
FAB. DE PAP., DE CART., D'ART. EN PAP. OU CART		1						1
EDT., IMPRIMERIE ET REPRODUCT. D'ENREG.	12	6	7	8	1	1	1	35
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	2	1	8	3	2	2		16
FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUX OU MAT. PLASTIQ.					1			1
FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST.	1	1	4	4				7
METALLURGIE, FONDERIE			1	1	1			2
FAB. DOUVRES EN METAUX, TL DES METAUX	4	3	1	8	1	1		20
FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A.	1			4				5
FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES				1		1		4
FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT				1				2
FAB. DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB. N.C.A.	3	1	2	7	1			14
PROD. ET DISTRIB. D'ELECTRICITE				1		1		3
CAPTAGE, TRAITMT ET DISTRIB. D'EAU		1	1					2
Total	41	38	88	17	10	9		243

Tableau 1. 6a : Répartition des entreprises selon la division d'activités et selon le groupe d'âges des entreprises

Division	moins de 5 ans	05 - 14	15 - 24	25 - 34	35 - 44	45 et plus	Non déclarés	Total
EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES	3	2					1	6
AUTRES ACTIVITES EXTRACTIVES		1						1
FABRICATION DE POTS ALIMENT. ET DE BOISSONS	49	37		16	2	2	1	108
FABRICATION DE POTS A BASE DE TABAC						1		1
FABRICATION DE TEXTILES		2			1			4
FABRICATION D'ARTICLES D'ALLUMAGE		1					1	1
TL. DU CUIR, FAB D'ART DE VOYAGE, DE CHAUS.		2						2
TL. DU BOIS ET FAB D'ART EN BOIS OU DE VAN.		1		1				2
FAB. DE PAP. DE CART. D'ART. EN PAP. OU CART		1						1
EDT., IMPRIMERIE ET REPRODUCT. DENRIG.	8	19		4	2		2	35
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	7	2		4	2			16
FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUX OU MAT. PLASTIQ.	2	3		1	1			7
FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST.	3	3					1	7
METALLURGIE, FONDERIE		2						2
FAB. DOUVRES EN METAUX, TL. DES METAUX	5	9		1	3	1	1	20
FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A.		4			1			5
FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES		2		1			1	4
FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT		1						2
FAB. DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB. N.C.A.	4	9		1				14
PROD. ET DISTRIB. D'ELECTRICITE		2				1		3
CAPTAGE, TRAITMT ET DISTR. D'EAU	1	1						2
Total	82	104		29	13	6	3	243

Tableau 1. 6b : Répartition des entreprises selon le statut juridique et selon le groupe d'âges des entreprises

Statut juridique	moins de 5 ans	05 - 14	15 - 24	25 - 34	35 - 44	45 et plus	Non déclarés	Total
Société anonyme	10	23		8	6	5	3	58
Société anonyme unipersonnelle	3	3						8
Société à Responsabilité limitée	30	31		4	1	1		68
Société à Responsabilité limitée unipersonnelle	2	1		1				4
Groupeement d'intérêt économique	1	5						6
Entreprise individuelle	33	40		9	4			86
Autres statuts	2	1		7	2			12
Non déclarés	1							1
Total	82	104		29	13	6	3	243

Tableau 1. 6c : Répartition des entreprises selon le régime de propriété et selon le groupe d'âges des entreprises

Régime de propriété	moins de 5 ans	05 - 14	15 - 24	25 - 34	35 - 44	45 et plus	Non déclarés	Total
Régime privé	79	100		22	10	3	3	222
Régime public	1			5	2			8
Régime mixte	2	4		2	1	3		13
Total	82	104		29	13	6	3	243

Tableau 2.1a : Répartition des emplois selon la division d'activités en 2001 et 2002.

Division	Total permanent		Total emploi		Total féminin	
	sexe 2001	féminin permanent 2001	2001	sexe 2002	permanent 2002	Total emploi 2002
EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES	1075	5	1308	224	6	828
AUTRES ACTIVITES EXTRACTIVES	6	0	8	6	0	8
FABRICATION DE PDTS ALIMENT. ET DE BOISSONS	3599	220	7831	3647	228	7651
FABRICATION DE PDTS A BASE DE TABAC	513	133	513	472	115	472
FABRICATION DE TEXTILES	3793	249	6558	3637	249	6190
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	9	2	30	9	2	33
TL. DU CUIR, FAB.D'ART. DE VOYAGE, DE CHAUSSE.	111	1	111	114	1	114
TL. DU BOIS ET FAB. D'ART. EN BOIS OU DE VAN.	17	1	17	17	1	17
FAB. DE PAP., DE CART., D'ART. EN PAP. OU CART.	6	1	102	6	1	102
EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUCT. DENREG.	357	35	456	833	104	930
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	629	72	708	649	72	761
FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUX OU MAT. PLASTIQ.	493	55	718	448	53	641
FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST.	107	5	190	113	7	207
METALLURGIE: FONDERIE	70	4	70	71	5	71
FAB. DOUVRAGES EN METAUX: TL. DES METAUX	661	18	775	440	17	567
FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A.	117	4	173	115	4	171
FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES	476	19	546	475	19	542
FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT	70	3	83	72	3	109
FAB. DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB.N.C.A.	215	18	328	258	22	406
PROD. ET DISTRIB. D'ELECTRICITE	1560	197	1594	1482	187	1620
CAPTAGE, TRAITMT ET DIST. D'EAU	42	0	47	40	1	45
Total	13926	1042	22166	13127	1097	21485

Tableau 2.1b : Répartition des emplois selon la section d'activités en 2001 et 2002.

Section	Total permanent	Total féminin	Total emploi	Total permanent	Total féminin	Total emploi
	sexe 2001	permanent 2001	2001	sexe 2002	permanent 2002	2002
ACTIVITES EXTRACTIVES C	1081		1316	230		836
ACTIVITES DE FABRICATION D	11243	5	19209	11375	6	18984
PROD. ET DIST. DECTR., DE GAZ ET D'EAU E	1602	840	1641	1522	903	1665
		197			188	
Total	13926	1042	22166	13127	1097	21488

Tableau 4.1 : Répartition des charges de personnel selon la division d'activités en 2001 et 2002
(en milliers de F CFA)

DIVISION	Charges de personnel en 2001	%	Charges de personnel en 2002	%
EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES	14 514 615	29,88	11 297 509	22,02
AUTRES ACTIVITES EXTRACTIVES	1 156	0,00	1 705	0,00
FABRICATION DE PDTS ALIMENT. ET DE BOISSONS	8 787 595	18,09	9 236 971	18,01
FABRICATION DE PDTS A BASE DE TABAC	1 647 724	3,39	1 683 758	3,28
FABRICATION DE TEXTILES	11 071 924	22,79	13 432 511	26,19
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	8 527	0,02	8 695	0,02
TL DU CUIR, FAB D'ART. DE VOYAGE, DE CHAUSS.	123 816	0,25	125 411	0,24
TL DU BOIS ET FAB. D'ART EN BOIS OU DE VAN.	3 260	0,01	2 180	0,00
FAB. DE PAP. DE CART. D'ART. EN PAP. OU CART	130 000	0,27	159 000	0,31
EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUCT. D'ENREG.	568 801	1,17	751 270	1,46
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	1 858 007	3,82	2 292 723	4,47
FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUC OU MAT. PLASTIQ.	475 044	0,98	546 567	1,07
FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST.	43 390	0,09	107 716	0,21
METALLURGIE: FONDERIE	154 765	0,32	162 449	0,32
FAB. DOUVRAGES EN METAUX: TL DES METAUX	656 837	1,35	447 509	0,87
FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A.	154 167	0,32	148 321	0,29
FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES	1 156 749	2,38	1 207 865	2,35
FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT	212 313	0,44	235 439	0,46
FAB DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB.N.C.A.	126 667	0,26	289 308	0,56
PROD. ET DISTRIB. D'ELECTRICITE	6 829 643	14,06	9 107 560	17,75
CAPTAGE, TRAITMT ET DIST DEAU	50 978	0,10	53 847	0,10
Total	48 575 978	100,00	51 298 314	100,00

Tableau 4.2 : Répartition des charges de personnel selon la nationalité en 2001 et 2002 (en milliers de F CFA)

nationalité	Charges de personnel		Charges de personnel	
	en 2001	%	en 2002	%
Malienne	7 699 081	15,85	8 642 627	16,85
Etrangère	893 067	1,84	1 207 058	2,35
Malienne et Etrangère	38 810 585	79,90	40 237 336	78,44
Non déclaré	1 173 245	2,42	1 211 293	2,36
Total	48 575 978	100,00	51 298 314	100,00

Tableau 4.3 : Répartition des charges de personnel selon le régime de propriété en 2001 et 2002 (en milliers de F CFA)

régime de propriété	Charges de personnel		Charges de personnel	
	en 2001	%	en 2002	%
Régime privé	6 935 219	14,28	8 356 668	16,29
Régime public	1 208 220	2,49	975 277	1,90
Régime mixte	40 432 540	83,24	41 966 368	81,81
Total	48 575 978	100,00	51 298 314	100,00